

Aujourd'hui: Averses en matinée, puis éclaircies  
 Minimum 2° Maximum 12°  
 Demain: Partiellement ensoleillé DÉTAILS CAHIER SPORTS

● MONTRÉAL, MERCREDI 16 OCTOBRE 1991 107<sup>e</sup> ANNÉE N° 351 76 PAGES, 6 CAHIERS

Îles de La Madeleine: 1.00 **50¢** Taxes en sus

**Aujourd'hui**

**A3 SANS-ABRI**

Un rapport du docteur Jocelyn Aubut émet 32 recommandations pour venir en aide aux quelque 15 000 sans-abri de Montréal.

**A5 ONU-CANADA**

Un haut fonctionnaire de l'ONU critique vigoureusement le transport de surface au Canada, le décrivant comme le pire système au monde.

**B1 CL-415**

La France commande 12 exemplaires du CL-415, la nouvelle version turbopropulsée du CL-215 de Canadair, qui sera produite à Dorval.

**C5 RÉGINALD MARTEL**

L'Académie canadienne-française décerne sa Médaille à Réginald Martel, responsable de la critique du roman québécois à *La Presse*.

**D1 ÉCONOMIE**

Dès l'an prochain, la Caisse de dépôt mettra sur pied un portefeuille d'investissement initial de 100 millions dans les PME canadiennes.

**Sommaire**

- Alim./Consomm. .... C1 à C4
- Annonces classées
- immobilier ..... D12 à D17, E1
- merchandises ..... E1
- emplois ..... E1 à E4
- automobiles ..... E4 et E5
- propositions d'affaires ..... D11
- le coin de l'ordinateur ..... D4
- Arts et spectacles
- Informations ..... C5 à C8
- ciné-horaires ..... E6 et E7
- tele-horaires ..... C6
- radio-tele ..... C5
- Bandes dessinées ..... D13
- Bridge ..... E5
- Carrières et prof. .... D6 et D7
- Décès ..... E6
- Économie ..... D1 à D11
- Éditorial ..... B2
- Êtes-vous observateur? . D12
- Feuilleton ..... D15
- Horoscope ..... D14
- Le monde ..... B4, B5 et B7
- Loteries — résultats: ..... A4
- Mots croisés ..... D16
- «Mot mystère» ..... D17

**LE 350<sup>e</sup> ... 10 MILLIONS POUR L'ADMINISTRATION**

**... NE VOUS INQUIÉTEZ PAS, LE RÔLE DES PAYEURS DE TAXES MUNICIPALES SERA COUVERT PAR LE BROT DES FESTIVITÉS.**



**Le juge Thomas confirmé de justesse à la Cour suprême**

d'après AFP, AP, Reuter et UPI  
 WASHINGTON

Le juge Clarence Thomas a été confirmé de justesse à la Cour suprême des États-Unis par le Sénat, hier soir, au terme d'une bataille mouvementée qui a vu le débat politique s'élargir à un problème de société, le harcèlement sexuel.

Le président George Bush, qui avait mis son prestige dans la balance, s'est déclaré «satisfait» du vote confirmant par 52 voix contre 48 son candidat, qu'il a qualifié d'«honnête homme». «La nation et la Cour tirent bénéfice du fait qu'ils ont un homme de principes, qui est sensible aux problèmes et aux chances

de succès auxquels font face tous les Américains», a déclaré M. Bush dans son communiqué.

Le juge Thomas, qui a été accusé de harcèlement sexuel par son ex-collaboratrice Anita Hill, entrera cependant à la Cour suprême avec le nombre le plus important de votes négatifs dans l'histoire de cette institution. Ce conservateur sera le seul Noir des neuf juges de la cour, qui sont nommés à vie.

«Je voudrais remercier l'Amérique, je voudrais remercier ce pays pour les choses qu'il défend et remercier les gens pour les choses que nous défendons, nos idéaux», a déclaré Clarence Thomas au cours d'une brève déclaration à la presse. «Peu importe combien difficile et douloureux a été le processus de confirmation», a-t-il estimé. «Le temps est main-

tenant à l'apaisement dans notre pays (...), nous devons aller de l'avant».

Anita Hill, quant à elle, a accueilli calmement le résultat du vote, ajoutant qu'elle espérait que cela ne dissuaderait pas d'autres femmes de dénoncer le harcèlement sexuel sur leurs lieux de travail. «C'est un problème important et le dialogue ne doit pas s'arrêter là», a-t-elle déclaré à Norman (Oklahoma), où elle a repris ses cours hier.

Le vote du Sénat (41 républicains et onze démocrates ont voté pour le juge Thomas, 46 démocrates et deux républicains contre) a été

VOIR JUGE EN A 2

■ Parents et amis du juge Thomas exultent. Page A 6  
 ■ Editorial en page B 2



Clarence Thomas PHOTO REUTERS

**UN SONDAGE ENVIRONICS La Presse-TVA**

**Chrétien, le moins impopulaire**

**Aucun parti ne remporterait de majorité absolue**

GILLES PAQUIN  
 du bureau de La Presse  
 OTTAWA

Même s'il a perdu des plumes depuis un an, Jean Chrétien demeure le moins impopulaire des chefs de partis politiques fédéraux. Le leader du Bloc québécois Lucien Bouchard est toutefois le plus apprécié au Québec pendant que Preston Manning, du Reform Party, remporte la palme dans l'Ouest.

Dans ce contexte, si des élections fédérales avaient eu lieu au début d'octobre, aucun parti n'aurait obtenu de majorité absolue à la Chambre des communes. En effet, le Parti libéral aurait récolté l'appui de 39 p. cent des électeurs, le NPD 19 p. cent, le Reform Party 16 p. cent, le Parti conservateur 15 p. cent et le Bloc québécois 10 p. cent.

C'est ce qui ressort d'un sondage de la maison Environics effectué entre les 3 et le 7 octobre pour les quotidiens *La Presse* et *The Toronto Star* et les réseaux de télévision TVA et CTV auprès de 1 615 personnes de plus de 18 ans. Le sondage comporte une marge d'erreur de plus ou moins 2,5 p. cent.

Au Québec, le Parti libéral et le Bloc québécois dominent le paysage politique en recueillant respectivement 39 et 35 p. cent des

VOIR CHRÉTIEN EN A 2

■ Parizeau commente la baisse de popularité de la souveraineté. Page B 8



Sept ou huit des onze coups de feu tirés proviendraient de l'arme du bijoutier David Margossian (en mortaise). PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

**Bijoutier grièvement blessé en tentant de se défendre**

*L'an dernier, David Margossian avait abattu un voleur*

ANDRÉ CÉDILOT

Tout en déplorant le tragique événement, les commerçants de la Plaza Saint-Hubert et leurs clients pensent que le bijoutier grièvement blessé hier a été l'artisan de son propre malheur en tentant de se défendre avec son fusil contre des malfaiteurs qui voulaient le dévaliser.

«La violence attire la violence, c'est bien connu...», disait M. Guy Lajeunesse, au milieu de la foule qui se pressait devant la boutique de David Margossian, 37 ans, où s'était déroulé un échange de coups de feu avec deux bandits.

Atteint de deux balles au thorax, dont l'une lui a perforé un poumon, il reposait toujours dans un état jugé sérieux, tard hier soir, à l'hôpital Royal Victoria.

Sa femme, qui se tenait au comptoir, ainsi qu'une passante ont subi de légères blessures lors de la fusillade. Il se pourrait que l'un des suspects ait été touché à la tête. «Des témoins l'ont vu s'enfuir, le visage ensanglanté», a relaté le lieutenant Robert Devault, de la police de la CUM.

Il y a moins d'un an, peu après avoir tué d'un coup de fusil un jeune Noir venu le braquer avec un complice, David Margossian avait affirmé qu'il n'hésiterait pas à se servir à nouveau de son arme s'il avait à affronter d'autres voleurs. La majorité de ses voisins commerçants avaient alors applaudi son courage et sa détermination.

«C'est un hold up!»

Hier vers 16h, comme à l'accoutumée, le bijoutier d'origine arménienne était as-

VOIR BIJOUTIER EN A 2

**Et maintenant, l'espionnage industriel?**

Le principal service de renseignement des États-Unis, la célèbre Central Intelligence Agency (CIA), est plongé en pleine remise en question. Son incapacité de prévoir les crises (Iran, Golfe, URSS) fait douter de son efficacité. Le démantèlement du bloc soviétique pousse certains à s'interroger sur son utilité. À quoi ressemblera la CIA de l'an 2000? Voici le deuxième article d'une série de trois du correspondant de *La Presse* à Washington, Stéphane Bureau, sur cette question.



QUELLE CA POUR L'AN 2000?

STÉPHAN BUREAU  
 collaboration spéciale  
 WASHINGTON

2. La guerre froide terminée, la Central Intelligence Agency (CIA) pourrait désormais se tourner vers l'espionnage industriel afin d'aider les États-Unis à préserver leur base industrielle et technologique.

Cette même CIA vit péniblement sa «crise de la quarantaine». Créée en 1947, l'agence assume très mal ses 44 ans et refuse encore de voir que le monde a changé. Comme de vieux couples, les agents soviétiques et américains s'étaient peu à peu habitués à leur petite routine. Aux belles heures de la guerre froide, les espions avaient encore un rôle à jouer.

Critiquée sévèrement, coûteuse et antidémocratique, l'agence a besoin d'une sérieuse cure de rajeunissement. Si la CIA veut

survivre à la guerre froide, elle a tout intérêt à se définir un nouveau mandat. «C'est une cible juteuse pour ceux qui veulent réduire le déficit», explique un fonctionnaire de la commission du Sénat chargée de surveiller les opérations de l'agence. «Les fameux bénéfices de la paix ne découleront pas uniquement du budget du Pentagone», dit-il.

Pour le moment, plus de 50 p. cent des ressources de l'agence de renseignement sont consacrées à l'URSS. Presque toute la quincaillerie technologique — satellites, écoute électronique, décodage, avions espions — est utilisée pour suivre les mouvements de l'Armée rouge et s'assurer que les traités de contrôle des armements sont respectés.

Robert Gates, le candidat choisi par le président Bush pour prendre la direction de la CIA, a bien compris que s'il ne faisait pas rapidement évoluer l'agence, il ris-

quait fort d'en être le dernier directeur. Aux sénateurs qui doivent voter sur sa candidature, Gates a brossé le portrait des prochaines années.

«Le défi pour la CIA et pour toutes nos agences de renseignement est de s'adapter à un monde nouveau, pas seulement en URSS et en Europe de l'est. Il faut aussi réaliser que le changement, comme dynamique, fait partie de l'environnement international. Ce qui est impensable aujourd'hui sera peut-être banal demain», a dit Gates. S'il est confirmé par le Sénat, il doit donc se préparer à bouleverser la structure de l'agence.

La guerre... économique

L'ancien directeur de la CIA, Stanfield Turner, est d'avis qu'il faut rapidement mettre les espions américains sur le sentier de la guerre... économique. Dans une en-

SUITE À LA PAGE A 6

**Floride** VOL aller/retour à partir de 119\$ FORFAIT AVION/HOTEL à partir de 179\$

**FLORIDE HIVER 1991-92** à partir de 169\$

**Cancun Acapulco St-Martin Martinique Guadeloupe République Dominicaine** autres destinations hiver

**Paris** à partir de 399\$

288-4800 800 est de Maisonneuve métro Berri-UQAM PERMIS DU QUÉBEC NOUVELLES FRONTIÈRES

SUITE DE LA UNE

CHRÉTIEN

Chretien, le moins impopulaire

intentions de vote, ce qui ne laisse que 14 p. cent au Parti conservateur et 10 p. cent au NPD. La maison Environics ayant interrogé 504 personnes au Québec, la marge d'erreur de ces données est de 4,9 p. cent.

Invités à dire quel chef de parti ferait le meilleur premier ministre du Canada, 22 p. cent des répondants à travers le Canada ont opté pour Jean Chrétien et 15 p. cent pour Audrey McLaughlin. Preston Manning et Brian Mulroney ont obtenu chacun l'appui de chacun 10 p. cent des personnes interrogées, contre 8 p. cent à Lucien Bouchard.

De toute évidence, plusieurs Canadiens restent froids devant

les personnes qui dirigent présentement les partis politiques fédéraux. Ainsi, 24 p. cent des personnes interrogées n'ont pas répondu à la question, 6 p. cent ont suggéré le nom d'une autre personne qui, à leur avis, ferait un meilleur premier ministre, et 3 p. cent ont répondu qu'aucune des personnes suggérées ferait un bon chef de gouvernement.

Au Québec, Lucien Bouchard est le premier choix de 27 p. cent des répondants, Jean Chrétien de 20 p. cent, Brian Mulroney de 15 p. cent et Audrey McLaughlin de 14 p. cent des personnes interrogées.

Lors d'un sondage semblable en novembre 1990, 50 p. cent des répondants favorisaient Jean Chrétien et un nombre égal de répondants choisissaient Audrey McLaughlin. □

INTENTIONS DE VOTE

Si une élection fédérale avait lieu aujourd'hui, pour lequel des partis suivants voteriez-vous? (réponses des électeurs qui ont fait leur choix ou ont indiqué une certaine préférence).

	Canada	Quebec
Parti libéral	39%	39%
NPD	19%	10%
Reform Party	16%	1%
Parti conservateur	15%	14%
Bloc québécois	10%	35%
Autres	2%	1%

LE MEILLEUR PREMIER MINISTRE

D'après vous, lequel des chefs politiques suivants ferait le meilleur premier ministre du Canada?

	novembre 1990	octobre 1991
Jean Chrétien	30%	22%
Audrey McLaughlin	30%	15%
Preston Manning	*	10%
Brian Mulroney	15%	10%
Lucien Bouchard	*	8%
Autres	1%	6%
Aucun	15%	3%
Ne sait pas / pas de réponse	9%	24%

\*Ce nom n'avait pas été proposé aux personnes interrogées par Environics en novembre 1990.

LE PROBLÈME LE PLUS IMPORTANT

À votre avis, quel est le problème le plus important auquel les Canadiens doivent faire face aujourd'hui? (liste des réponses les plus fréquentes).

L'économie/l'argent/les taux d'intérêt/la récession	24%
Le chômage	22%
L'unité nationale/la situation du Québec	9%
Les taxes (sauf la TPS)	6%
Le leadership	5%
La Constitution/l'Accord du lac Meech	4%
La pollution/l'environnement/la qualité de l'air et de l'eau/l'épuisement des ressources naturelles	4%
L'inflation/le coût de la vie	3%

UN RÉFÉRENDUM NATIONAL

Est-ce que vous approuvez ou désapprouvez le projet d'un référendum national sur les propositions fédérales?

	Canada	Quebec
Approuvent	70%	66%
Désapprouvent	21%	25%
Ne sait pas / pas de réponse	10%	8%

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

669

à quatre chiffres

8387

ABONNEMENT 285-6911

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

RÉDACTION 285-7070

PROMOTION 285-7100

COMPTABILITÉ 285-6892

Grandes annonces 285-6900

ANNONCES CLASSEES

Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8 h à 17 h. 285-7111

GRANDES ANNONCES

Détailants 285-7202

National, Télé-Press 285-7306

Vacances, Voyages 285-7265

Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.TÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400» Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



MERCREDI 16 OCTOBRE 1991

42-3-01



C'est à l'abri d'un parapluie que le juge désigné à la Cour suprême des États-Unis, Clarence Thomas, et sa femme, Virginia, se sont adressés aux journalistes, à l'extérieur de leur résidence d'Alexan-

dria, en Virginie, hier soir. «Peu importe les difficultés rencontrées et la douleur éprouvée, le temps est maintenant venu de mettre du baume sur nos plaies», a déclaré le juge. PHOTO REUTERS

JUGE

Le juge Thomas confirmé de justesse à la Cour suprême

le dernier acte d'un suspense marqué par trois journées d'auditions suivies avec passion par la majorité des Américains. Avec des taux d'audience jamais vus depuis la guerre du golfe Persique, Clarence Thomas et Anita Hill ont dû s'expliquer sur leur vie privée devant des millions de téléspectateurs, tandis que le harcèlement sexuel devenait un débat national qu'on ne pouvait plus ignorer.

Dans l'enceinte austère du Sénat, qui compte seulement deux femmes dans ses rangs, on a parlé de poils pubiens, de grosseur de pénis, de tour de poitrine et de bestialité.

Interrogé par les membres de la commission judiciaire du Sénat, le juge Thomas, les machoires serrées par la colère, a constamment nié les accusations d'Anita Hill, son assistante entre 1981 et 1983. Il a accusé le Sénat de ruiner sa vie et sa carrière et de se livrer à un «lynchage télévisuel».

À l'invitation des sénateurs, Anita Hill a dit avec les détails les plus crus avoir été l'objet d'avances du juge, qui lui aurait décrit ses goûts et ses proesses sexuelles, ainsi que des extraits de films pornographiques qu'il aurait vus.

L'accusé et son accusatrice ont présenté des versions totalement irréconciliables et tout aussi crédibles de leurs relations passées, laissant de nombreux Américains perplexes.

Les opposants du candidat choisi par le président Bush se sont battus pour que l'absence de preuves joue contre Clarence Thomas. «Si nous faisons une erreur aujourd'hui, la Cour suprême

et la nation devront composer avec elle pour les 30 ou 40 prochaines années», s'est exclamé hier le sénateur démocrate Edward Kennedy.

Les partisans du juge conservateur ont surtout attaqué la crédibilité d'Anita Hill, une jeune femme noire aujourd'hui professeur de droit, s'interrogeant sur le fait qu'elle ait attendu dix ans avant d'accuser le juge.

Alors que la confirmation du juge Thomas aurait dû se passer sans grand problème, c'est une fuite à la presse qui a déclenché l'affaire.

Notamment, sous la pression des femmes américaines, le Sénat a dû reporter le vote de confirmation du juge, qui devait se dérouler mardi dernier, afin d'examiner au grand jour les accusations d'Anita Hill.

Ce coup de théâtre a été attribué aux opposants du juge, groupes libéraux et féministes, qui voyaient dans sa nomination un nouveau coup de barre à droite donné à la Cour suprême par le président Bush. Clarence Thomas (43 ans) remplace Thurgood Marshall, un autre juge noir, champion de la lutte pour les droits civiques, qui a pris sa retraite.

M. Thomas avait déjà difficilement passé son grand oral devant la commission du Sénat qui, après deux semaines d'auditions, n'avait pu se mettre d'accord sur une recommandation de vote à l'intention de la chambre haute. Les féministes, qui voient dans le juge un opposant au droit à l'avortement, et les militants pour les droits civiques, notamment la plus importante organisation de défense des Noirs américains (NAACP), étaient les principaux adversaires du juge Thomas.

Un journaliste défenseur de Thomas est lui-même accusé de harcèlement sexuel

d'après UPI WASHINGTON

■ Le Washington Post a ouvert une enquête sur des accusations de harcèlement sexuel formulées contre un de ses journalistes, Juan Williams, dont un article publié la semaine dernière à l'appui du juge Clarence Thomas avait été cité durant l'audience en confirmation du candidat à la Cour suprême des États-Unis.

«Le Post préserve habituellement le caractère confidentiel des questions ayant trait à la vie privée de ses employés, précise le journal dans une note à ses lecteurs, mais il reconnaît qu'en raison de l'intérêt public suscité par cette affaire, il est important de faire savoir aux lecteurs qu'une enquête est en cours.»

Judi dernier, le Post avait publié dans ses pages éditoriales un article de Williams dans lequel celui-ci critiquait et les éléments qui s'opposaient à la nomination du juge Thomas à la Cour suprême et le processus de confirmation. Il avait de plus mis en doute le bien fondé des accusations de harcèlement sexuel portées contre le juge par Anita Hill, un professeur de droit de l'Université de l'Oklahoma.

Le journaliste écrivait entre autres que la recherche désespérée de munitions pour abattre Thomas avait transformé en cache-marché les 102 jours qui avaient suivi sa nomination par le président Bush. «Nous sommes témoins d'une médisance abjecte encouragée par les soi-disant champions de la justice — les hommes politiques libéraux, les syndicats, les organismes de défense des droits civiques et les groupements féministes.»

Dans sa note aux lecteurs, publiée hier, le Post précise qu'il a ouvert son enquête sur les allégations formulées contre Williams il y a deux semaines, et qu'il en a avisé le journaliste mercredi dernier, après la parution de son article sur Thomas.

«Les éditeurs de la page des opinions qui publièrent l'article de Williams n'étaient pas au courant des plaintes qui avaient été portées contre lui et de l'enquête qui avait été ouverte à leur sujet, car ils n'en avaient pas été informés par la direction. Le Post a établi une politique très stricte à l'endroit de toutes les formes de harcèlement sexuel, et a mis sur pied un processus de traitement des plaintes qu'il pourrait recevoir à ce sujet. Ce processus est présentement appliqué dans le cas de M. Williams.»

Les Noirs garderont d'ailleurs un goût amer de l'affaire Thomas, qui a vu deux membres de leur communauté se déchirer devant un «jury» blanc. □

BIJOUTIER

Bijoutier grièvement blessé en tentant de se défendre

sis dans une petite pièce, à l'arrière de sa boutique située au 6385 rue Saint-Hubert, lorsqu'un homme de race blanche s'est présenté à sa femme et a demandé à voir un assortiment de bagues en montre dans un comptoir.

Dans les minutes qui ont suivi, un autre individu est entré l'arme au poing, en criant: «C'est un hold up!»

Ne faisant ni une ni deux, M. Margossian s'est emparé d'un fusil de calibre .12 qu'il gardait à portée de la main, ce qui a immédiatement déclenché la fusillade.

Pour l'instant, la police ne sait trop si c'est le bijoutier ou le suspect qui a tiré le premier. Chose certaine, au moins onze coups de feu ont été tirés. Sept ou huit balles viendraient de l'arme de M. Margossian, estime le lieutenant Robert Devault.

Touché à deux reprises dans la région abdominale, le propriétaire de la bijouterie Jako s'est effondré dans l'allée. Sa femme a été atteinte à une jambe. Elle a dû subir une intervention chirurgicale, hier, à l'hôpital Jean-Talon.

Une balle perdue a aussi effleuré le visage d'une femme qui s'apprêtait à traverser la rue en face de la bijouterie.

Les nombreuses balles qui se sont logées dans une vitrine et dans l'épaisse vitre de la porte de sécurité de l'établissement (contrôlée par un système électro-

que) témoignaient également de l'intensité de la fusillade.

Les deux bandits ont pris la fuite vers la rue Châteaubriand. Ils sont ensuite montés dans une voiture. Selon des témoins que la police a interrogés, l'un d'eux saignait abondamment à la tête. Il s'agirait de deux hommes assez costauds, de race blanche.

Les enquêteurs du poste 43, rue Saint-Dominique, étaient toujours à leur recherche au moment de mettre sous presse. Ils comptent évidemment sur le concours des médecins et des hôpitaux pour les aider, advenant que le blessé cherche à se faire soigner. □

24.5

Campagne 1991

Centraide

205 organismes  
500 000 bénéficiaires

La suite dépend de VOUS

6 138 000\$

SUICIDE-ACTION

Saviez-vous que pour chaque 30\$ versé par Centraide à Suicide-Action, vous prévenez le suicide d'une personne en détresse. Plus de 13000 personnes à tendance suicidaire ont appelé Suicide-Action l'an dernier.

Ligne Tel-Don: 1 800 267-5555

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

- Montréal: au Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 18 h; à l'auditorium de la Sun Life Assurance du Canada, 1155, rue Metcalfe, de 9 h à 15 h; au pavillon Ignace-Bourget du cégep Bois-de-Boulogne, 10 500, rue Bois-de-Boulogne, de 10 h à 16 h; à l'école Honoré-Mercier, 1935, rue Desmarais, de 14 h 30 à 20 h 30;
- Beauciel: à la salle des Chevaliers de Colomb, 250, rue Hubert, de 14 h 30 à 20 h 30.

CHEZ SOI 91

Ne manquez pas ce cahier qui vous découvre les secrets du Publireportage mieux-être dans son décor de tous les jours.

AUJOURD'HUI DANS

La Presse

Publireportage

# Près de 15 000 sans-abri errent dans les rues de Montréal

MICHELE OUMET

Il y a environ 10 000 à 15 000 sans-abri qui sillonnent les rues de Montréal à la recherche d'un repas ou d'un gîte pour la nuit. Comment faire face à ce problème? Le docteur Jocelyn Aubut, qui a été mandaté par le ministère de la Santé et des Services sociaux afin d'étudier le phénomène de l'itinérance, a fait 32 recommandations dans un rapport qui a été déposé sur le bureau du ministre Marc-Yvan Côté en janvier 1991 et dont *La Presse* a obtenu une copie par la Commission d'accès à l'information.

«L'itinérant des années 1990 n'est pas un alcoolique chronique ou un héroïnomane comme dans les années 1950-60, peut-on lire dans le rapport Aubut. La drogue et la maladie mentale, entre autres, semblent avoir complexifié le tableau de l'itinérance. Les caractéristiques démographiques mêmes ont été

modifiées: plus jeunes, plus de femmes, parfois même des familles entières.»

Non seulement les problèmes des itinérants sont multiples mais ces personnes doivent aussi se déplacer «à travers la ville à cause de pétitions de citoyens ordinaires bien-pensants, note le docteur Aubut. Il y a aussi la souffrance liée aux symptômes des différentes maladies: angoisse associée aux hallucinations de persécution, intoxications aiguës et sevrage.»

Les sans-abri n'errent pas seulement à travers les rues de Montréal, précise le docteur Aubut. Il existe aussi une itinérance dans le réseau social connue sous le nom de 'syndrome du Ping Pong'. Pourquoi?

«Il y a la méadaptation des services aux besoins de la clientèle, répond le docteur Aubut. Il y a un certain manque de ressources. Il y a le fait que ces personnes refusent toute forme d'encadrement (...) Mais il y a surtout l'impuissan-

ce engendrée par la lourdeur, la chronicité et la complexité de la clientèle.»

Il faut, explique le docteur Aubut dans son rapport, suivre la personne itinérante, quitter à aller la chercher dans la rue, identifier ses besoins, la référer aux ressources appropriées, assurer une continuité dans les soins tout en évitant de créer un ghetto pour personnes itinérantes.

Le rapport recommande également la création d'une unité spécialisée (10 à 20 lits) qui devrait être située à l'hôpital Saint-Luc, l'achat d'un camionnette servant aux déplacements d'une équipe mobile offrant des services de consultation et la mise sur pied d'un lieu d'hébergement pour les personnes atteintes du sida et d'une 'maison alternative à l'hospitalisation permettant d'accueillir les personnes requérant des soins mais n'ayant pas besoin de l'hôpital'.

Dans son rapport, le docteur Aubut cite l'expérience américaine. A New York, par exemple, 'des psychiatres se

promènent dans la rue, repèrent les itinérants et les envoient dans des hôpitaux désignés, souvent contre leur gré'.

Le docteur Aubut s'inscrit en faux contre cette philosophie coercitive. «La ville ou le gouvernement ne doivent pas créer une loi spéciale pour les itinérants, a-t-il expliqué hier lors d'une entrevue téléphonique. Ils auraient alors un pouvoir discrétionnaire qui pourrait leur permettre d'aller chercher les sans-abri dans la rue et les garder à l'hôpital de façon indue.»

Le rapport Aubut préconise des méthodes plus douces. «Nous recommandons une prise en charge globale qui respecte l'individualité des itinérants. Nous devons, par exemple, mettre sur pied des équipes qui vont aller les chercher et les accompagner dans le réseau. Ça prend un point de chute pour les recevoir et les aiguillonner dans le système.»

Plusieurs grandes villes nord-américaines se sont dotées d'un ombudsman

chargé de veiller sur les intérêts des itinérants. Le rapport Aubut rejette cette solution, qui coûterait 75 000\$, et propose plutôt la désignation, par le ministère, d'un comité chargé de coordonner toutes les actions entreprises.

Qu'arrivera-t-il aux recommandations du rapport Aubut? Le ministère de la Santé, conjointement avec la Ville de Montréal, a mis sur pied, en mars 1990, un comité chargé de trouver des solutions au problème de l'itinérance.

Avec la fermeture de Dernier Recours cet été, tous les intervenants sociaux attendent avec impatience les solutions que proposera ce comité.

Selon l'attachée de presse du ministre Côté, Marie-Claire Ouellet, «le comité a cheminé et le ministre doit rencontrer les membres une dernière fois avant de prendre une décision qui devrait, vraisemblablement, être annoncée d'ici quelques semaines. Dans ce contexte, le rapport Aubut a son importance.»

## La STCUM adopte son budget

PIERRE BELLEMARE

Incapable d'amener les 2 000 employés d'entretien (CSN) à s'associer à l'entente intervenue, la semaine dernière, avec le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), regroupant 3 800 chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro, ainsi que les employés de bureau et autres services connexes, la Société de transport de la CUM a décidé hier soir, à quelques heures des délais permis par la loi, d'adopter son nouveau budget.

En outre, la STCUM demandera l'autorisation au gouvernement québécois de scinder en deux le régime de retraite commun des employés d'entretien affiliés à la CSN, d'une part, et des 5 000 autres employés syndiqués, d'autre part, ceux-ci étant affiliés au SCFP.

En ce qui concerne le budget de 669 millions, que la Communauté urbaine de Montréal est appelée à entériner aujourd'hui même, il signifie que la STCUM appliquera, dans les faits deux conventions collectives.

Une première, à l'intention des employés d'entretien, dont le refus de s'entendre avec la STCUM, aux prises avec un excédent de 22 millions de ses dépenses sur ses revenus, se traduira par 120 mises à pied, ces prochains trois mois.

Cependant, les employés d'entretien, dont le contrat de travail est valable jusqu'en décembre 1992, auront droit d'ici là aux avantages — y compris la hausse salariale — prévus par leur contrat, qu'ils ont tenus à faire respecter.

De son côté, l'employeur continuera à contribuer à la caisse de retraite des employés d'entretien. C'est pourquoi, explique Robert Perreault, président du conseil d'administration de la STCUM, on doit licencier 120 travailleurs d'entretien.

Par ailleurs, les syndiqués affiliés au SCFP, dont les chauffeurs d'autobus, ont accepté de geler leur salaire jusqu'en janvier 1993 et, en outre, de donner à la STCUM un congé de cotisations dans la caisse de retraite, au cours de la prochaine année.

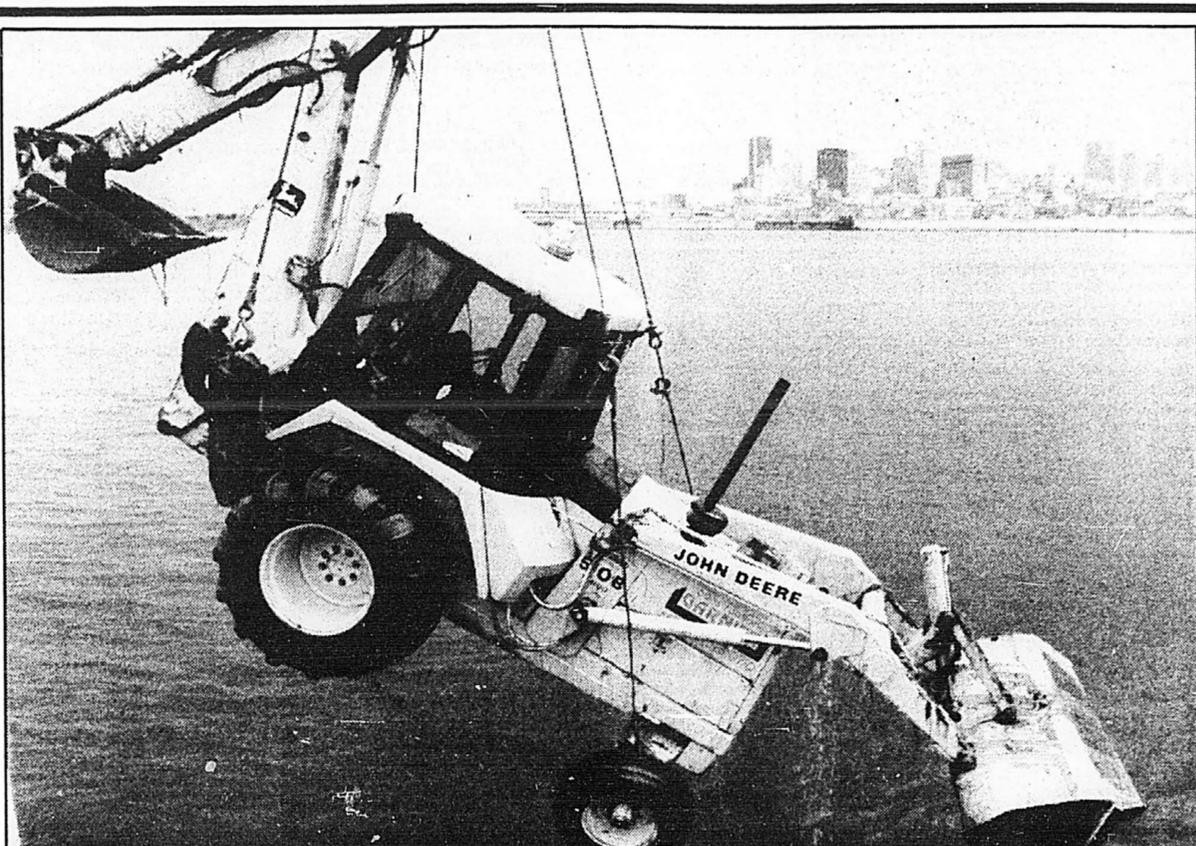
M. Perreault se réjouissait hier de ce que les travailleurs d'entretien n'aient aucune objection à ce qu'on scinde les régimes de retraite. «J'aurais préféré, dit-il, obtenir une entente de tous les syndicats. Mais l'important est qu'il n'y ait aucune diminution dans la qualité de nos services. Au contraire, notre service sera grandement amélioré, ces prochaines années», a ajouté M. Perreault.

Il évoquait ainsi l'aide supplémentaire de 100 millions, que le ministre des Transports du Québec, Sam Elkas, a promis d'apporter à la STCUM d'ici à 1996, pour contribuer à l'entretien majeur des équipements de transport en commun.

Le président des employés d'entretien, Normand Lamoureux, tiendra toutefois une assemblée générale de ses membres, dimanche, pour leur faire part des derniers développements.

Il aurait souhaité que la STCUM reçoive sa proposition, qui était de mettre à la retraite 150 travailleurs d'entretien bientôt admissibles à la retraite. Il suggérait aussi de soustraire la STCUM du coût d'administration du fonds de retraite (CSN), «une économie variant entre 1,8 et deux millions par année», affirme M. Lamoureux.

Finalement, 125 employés non syndiqués, parmi le millier de cadres à la STCUM, seront informés, ces prochains jours, qu'ils sont remerciés de leurs services. «Une tâche qui n'est pas agréable d'accomplir», indique un cadre supérieur de la STCUM.



En revenant du congé de l'Action de grâce, des employés ont constaté qu'une rétrocaveuse avait disparu. Après quelques recherches, l'appareil évalué à 100 000 \$ a été retrouvé, baignant dans le fleuve Saint-Laurent. PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

## La Ville est contrainte de repêcher une de ses rétrocaveuses dans le fleuve

ÉRIC TROTTIER

Décidément, la Ville de Montréal n'a pas de chance avec ses installations. Depuis que les négociations avec le syndicat des cols bleus ont été rompues, jeudi dernier, les autorités municipales ont dû signaler plusieurs actes de vandalisme à la police.

Hier encore, on s'est rendu compte que des voyous avaient perpétré des méfaits dans l'île Notre-Dame, le week-end dernier.

Le chantier de construction de l'île était fermé depuis vendredi. Hier matin, en revenant du long congé de l'Action de grâce, à sept heures, les premiers employés ont constaté qu'une rétrocaveuse avait disparu. Après quelques recherches, l'appareil évalué à 100 000 \$ a été retrouvé, baignant dans le fleuve Saint-Laurent.

L'engin aurait d'abord servi à endommager des guérites et à démolir un kiosque d'information de l'AMARC. «Les gens qui ont fait ça devaient certainement connaître le fonctionnement de l'appareil», a souligné le dirigeant du chantier, Joseph



L'engin retiré des eaux aurait d'abord servi à endommager des guérites et à démolir un stand d'information de l'AMARC. PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Borsellino, de Garnier construction.

Enfin, le patron du Québec n'a pas échappé à cette soudaine «tempête», car plusieurs portes des locaux loués par la Ville de Montréal y ont été défoncées à grands coups de hache.

La veille, des gens avaient directement visé le Sommet des grandes villes du monde, en s'attaquant aux limousines qui de-

nous attendons toujours à une intensification des moyens de pression directs du syndicat ou de ses sympathisants, lorsque nous arrêtons de négocier», a indiqué Michel Goyer, porte-parole de l'administration municipale.

Le maire Jean Doré a de son côté demandé au syndicat de faire toute la lumière sur ces mystérieuses actions de vandalisme, en instituant une enquête pour trouver les coupables.

En congrès à Winnipeg, le président du syndicat des cols bleus, Jean Lapierre, a répliqué en dénonçant cette «stratégie patronale» qu'il qualifie de «tentative dangereusement enfantine pour imposer un règlement non négocié». M. Lapierre a ajouté qu'il avait demandé à ses avocats d'étudier ce dossier afin de «faire cesser ce salissage gratuit».

Le conflit de travail entre la Ville et ses 5 000 cols bleus s'étire depuis le début de l'année. Depuis, le syndicat a déclenché 17 grèves tournantes. La prochaine débutera d'ailleurs lundi prochain et devrait se terminer deux jours plus tard.

Une fois de plus, les ordures ne seront pas ramassées.

## Une dame de 80 ans fait condamner son mari batteur

YVES BOISVERT

Une dame de 80 ans vient de faire condamner son mari à lui payer 33 000 \$ pour l'avoir battue.

Mme M. L., une Montréalaise d'origine hongroise, avait décidé de traîner devant la Cour supérieure son mari qui l'avait poussée violemment contre un mur à l'occasion d'une dispute de ménage. Elle était tombée par terre et s'était disloqué une épaule.

La dispute est née autour de la chaîne stéréo de monsieur. C'est que l'octogénaire est un peu dur d'oreille. Il faisait donc jouer la musique de sa chaîne stéréo à tue-tête.

Aussi, quand une amie du couple a tenté de leur téléphoner, depuis Miami, on n'a jamais

répondu: personne ne pouvait entendre la sonnerie.

Après deux jours de tentatives vaines, cette amie, inquiète, appelle les petits-enfants de Mme L., afin qu'ils aillent voir s'il n'était rien arrivé au couple.

La petite-fille de Mme L. va donc la trouver. Elle est en parfaite santé mais complètement exaspérée: son mari refuse de diminuer le volume de sa chaîne stéréo!

Devant sa petite-fille, elle tente au moins de fermer la porte de la chambre de son mari, mais celui-ci l'ouvre à nouveau tout de suite après.

La dispute éclate et Monsieur S. pousse sa femme vigoureusement. Le juge Piché souligne que, malgré ses 80 ans, l'homme est «solide comme un arbre», tandis que sa femme est assez frêle.

Madame L. a passé trois mois au lit et pris trois autres mois pour se rétablir. Le juge évalue à 20 p. cent son incapacité physique permanente.

Le mari, qui avait intenté des procédures de séparation de corps au moment de l'incident, a tout nié en bloc et n'a montré aucun repentir. Il a prétendu que c'est en se défendant qu'il a poussé sa femme, qui l'attaquait.

Le juge ne lui a accordé aucune crédibilité.

«Il est temps que cesse la violence entre conjoints», écrit en conclusion le juge Piché, comme l'assaut délibéré et sauvage dont a été victime la demanderesse, femme âgée, qui aurait pu, après avoir cessé de travailler depuis quelques années seulement, à l'âge de 75 ans, espérer vivre ses années de vieillesse en paix, tranquillement et en santé. Une telle violence doit être dénoncée.»

## Les parents de Marie-Claude Côté continuent d'espérer...

SUZANNE COLPRON

«Non, rien de nouveau...»

Cette phrase du père de Marie-Claude Côté, mystérieusement disparue à la porte d'une discothèque, résume la journée d'hier.

Après trois jours d'enquête et 25 interrogatoires, les détectives Paul Therrien et Pierre Grignon n'ont rien appris de nouveau. Rien, en tout cas, qui puisse permettre de retrouver l'étudiante de 17 ans.

Inscrite au collège Jean-de-Brébeuf, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Marie-Claude Côté n'a plus été revue depuis 2h15, dimanche. La découverte de son manteau à l'intérieur du bar et d'un de ses souliers dans la stationnement de l'établissement, au 2015, rue de l'Église, donne à penser qu'elle s'est fait kidnapper. En outre, Marie-Claude a quitté l'établissement sans aviser sa copine et sans lui remettre les clés de sa voiture.

Des taches rougeâtres prélevées dans le stationnement doivent être analysées aujourd'hui au laboratoire de médecine légale de Montréal. On craint qu'il s'agisse de taches de sang.



Marie-Claude Côté

Mais, pour l'instant, les parents de l'adolescente refusent d'envisager le pire. «On espère toujours qu'elle soit vivante», a dit M. Côté, avec grande nervosité. Parents d'un autre enfant, lui et sa femme ne dorment plus depuis trois jours. Ils passent leurs journées assis près du téléphone à guetter les appels des informateurs et des policiers.

Toutefois, de l'avis du lieutenant-détective Yvan Gauvreau, de la police de la CUM, M. Côté n'est pas «un candidat à rançon». Le mobile de l'enlèvement ne peut être l'argent, assure-t-il. Il faut chercher ailleurs.

Mais où? Pour découvrir une piste, les détectives Therrien et Grignon ont l'intention d'interroger tous les 275 clients du bar La Barina s'il le faut. Mais en attendant, ils souhaitent vivement rencontrer l'homme qui a escorté Marie-Claude et sa copine, Karine Archambault, jusqu'à la discothèque dans la nuit de samedi à dimanche.

Cet homme, auquel s'étaient adressés les deux jeunes filles plus tôt dans la soirée de samedi, n'a pas encore répondu à l'appel lancé lundi par les policiers. Les enquêteurs avaient pourtant fait savoir qu'ils désiraient lui parler. Dimanche, il conduisait une camionnette de couleur gris bleu, du genre «pick-up». Il portait un jeans Levi's et une veste de cuir brune. Cet homme, de belle apparence, aurait de 25 à 30 ans, mesurerait environ cinq pieds et sept pouces et pèserait 160 livres.

Le propriétaire du bar Barina a précisé, de son côté, que Marie-Claude Côté avait quitté la discothèque de son plein gré. «Le gras (le kidnappeur?) est sans doute allé trop loin et il n'est plus capable de revenir en arrière», a dit croire Norman Robitaille.

Rappelons que tous les renseignements utiles peuvent être communiqués au 280-2052 ou 280-2777.

Un prestigieux cahier spécial à lire absolument, samedi, dans *La Presse*

Le Gala Excellence **La Presse** 1991

On vous présente les 52 'personnalités de la semaine' et les 5 invités à qui on rendra hommage lors du Gala Excellence 1991 de *La Presse*. Qui sera la Personnalité de l'année 1991? Faites vos prédictions...

## La toile: Vallerand veut des recommandations précises

PIERRE GINGRAS

La saga de la toile du stade se poursuit de plus belle. Le ministre André Vallerand a refusé hier de dévoiler le contenu des rapports d'experts qu'il a entre les mains.

Le ministre responsable de la Régie des installations olympiques a toutefois réclamé des recommandations formelles au sujet de la toile du stade de la part du conseil d'administration de la RIO.

Pourtant, au même moment, les responsables de la Régie soutenaient qu'on doit commencer sous peu les réparations de la grande bache. Aujourd'hui ou demain, dit-on. Ces travaux ainsi que la réinstallation de la toile doivent coûter 1,5 million. Théoriquement, elle doit être déployée à nouveau le 15 novembre, à temps pour le prochain Salon de l'agriculture, le 23.

Hier matin, M. Vallerand rencontrait les principaux dirigeants de la RIO ainsi que les représentants des trois firmes d'ingénierie qui sont appelées à travailler régulièrement au stade. Rien n'a transpiré de la réunion.

Au cabinet du ministre, on s'est contenté de dire que la rencontre s'était déroulée « dans une atmosphère de grande cordialité ». On s'est abstenu également de tout commentaire au sujet du rapport sur l'état des consoles, ces piliers de bétons qui forment la « cage thoracique » de l'édifice, un document que le ministre avait réclamé la semaine dernière.

Rappelons que le ministre avait décidé de fermer les portes du stade « jusqu'à ce que la sécurité du public puisse être garantie à 100 p. cent ». On décidait alors de consolider les 135 poutres transversales du bâtiment, un travail partiellement accompli. La semaine dernière, on réunissait un comité international de trois experts qui devaient notamment

se prononcer sur l'état de la toile déchirée. Autant à la RIO que chez M. Vallerand, on maintient le mutisme total à ce sujet.

### Nouveau contrat pour Socodec

Par ailleurs, la Régie des installations olympiques a confirmé hier qu'elle venait d'accorder le contrat d'entretien de la toile et des systèmes mécaniques de remontée pour le reste de l'année à la firme Socodec 1991, la même compagnie qui doit réparer la bache, poser la double toile d'isolation et fermer hermétiquement la toiture. Ce contrat d'une valeur d'environ 150 000 \$ se poursuivra aussi l'an prochain. Mais, cette fois, la compagnie travaillera selon une tarification horaire.

À la RIO, on refuse de se prononcer sur l'imbrroglio juridique qui a entraîné la disparition de la firme Socodec lors de la chute de Lavalin et sa « renaissance », au même moment, avec le même personnel, sous le nom de Socodec 1991, dans le nouvel empire SNC-Lavalin. On sait qu'au moment de la « grande déchirure », en juin dernier, la RIO estimait que Socodec devait assumer les frais de réparations de la toile. Cette responsabilité semble disparue lors de la renaissance de Socodec 1991. On n'écarte pas toutefois des recours judiciaires contre des compagnies d'assurances.

Hier, à la RIO, on soutenait que cette firme était la seule à posséder l'expertise pour la manutention et l'entretien de la toile, ajoutant que l'on était un peu à la remorque des experts de la compagnie. Si le contrat de réparation de la toile contient une clause de transfert technologique pour permettre aux employés de la RIO de faire éventuellement le travail eux-mêmes, il semble que la chose soit plus délicate en ce qui concerne la manutention de la bache, le personnel étant très spécialisé.

## Jérôme Choquette doit se défendre contre deux aspirants à la mairie d'Outremont

PIERRE BELLEMARE

Une lutte à trois est bel et bien engagée dans Outremont où, le 3 novembre, le maire sortant, M. Jérôme Choquette, sollicite un troisième mandat, en espérant avoir le dessus sur Mme Odette Dick et Me Jean Pomminville, deux fortes personnalités capables de livrer une chaude bataille à l'ancien ministre libéral.

Celui-ci tire d'ailleurs profit de sa fonction à la présidence de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal et de sa vaste expérience d'administrateur public, lui qui a vécu sous les feux de la rampe lors d'une certaine Crise d'octobre 70 et au moment de l'emprisonnement de leaders syndicaux, du ant le front commun de 1972 dans la fonction publique québécoise.

Après s'être fait discret, au lendemain de la prise du pouvoir du Parti québécois, le 15 novembre 1976, M. Choquette est revenu en force sur la scène politique municipale, pour être élu à la mairie d'Outremont, en novembre 1983.

Le poste qu'il occupe à la présidence de la Conférence des maires de banlieue le projette encore à l'avant-scène, ce que soit en matière de transport en commun, d'assainissement des eaux ou de traitement des déchets domestiques et industriels.

### Réduire la dette

Sa plus grande fierté, à Outremont, aura été d'abaisser la dette de huit à deux millions de dollars depuis son arrivée à la mairie et, « au train où vont les choses, Outremont deviendra l'unique ville du Québec à ramener sa dette à zéro », souligne M. Choquette.

Il se félicite d'ailleurs que la Conférence des maires de banlieue ait déjà suggéré à la Communauté urbaine de Montréal de préparer un budget de croissance zéro. M. Choquette tient ainsi à insister sur le fait qu'il y a une limite pour alourdir le fardeau fiscal du contribuable et qu'une des solutions réside dans l'effort, chez les gouvernements supérieurs, à mettre la hache, une fois pour toutes, dans le gras de la fonction publique.

Pendant, l'avocat Pomminville, qui dirige le Mouvement



M. Jérôme Choquette sollicite un troisième mandat. PHOTO La Presse



M. Jean Pomminville, avocat, se dit fier de son équipe.



Mme Odette Dick mise sur sa connaissance du milieu.

des citoyens d'Outremont, entend redonner à cette banlieue aisée « son dynamisme et sa vitalité, afin d'en développer le plein potentiel social, culturel et économique ».

### Bataille à trois

Il ne dissimule pas sa fierté d'être à la tête d'une formation regroupant les conseillers sortant Jérôme Unterberg, André Tremblay et Claude Piquette, en plus du candidat Jacques Boileau, un hémologue qui a croisé le fer récemment avec le ministre Marc-Yvan Côté. L'aspirant à la mairie signale que, pour la première fois, la communauté juive compte sur un autre candidat de son équipe issu de son milieu.

En effet, le comptable Sydney Pfeiffer, également membre du Barreau, espère rallier le vote de sa communauté qui représente un peu moins que le quart de la population d'Outremont, établie à quelque 23 000 personnes.

D'autant plus que le torchon brûle entre l'administration Choquette et la communauté juive, inquiète de voir disparaître éventuellement certaines synagogues du territoire outremontais, en raison de la réglementation municipale.

## Feu vert à une augmentation de salaire du maire Doré

Presse Canadienne  
QUÉBEC

Le gouvernement Bourassa veut permettre aux villes d'augmenter de 5 pour cent le salaire des élus municipaux et celui des présidents des Communautés urbaines de Québec et de Montréal pour l'année 1991, rapportait hier le quotidien Le Soleil.

Le projet de règlement pour les édiles et les présidents de la CUQ et de la CUM apparaît dans la Gazette officielle du 2 octobre.

Selon les documents, les augmentations entreraient en vigueur dans un mois et demi et seraient rétroactives au 1er janvier 1991.

Le salaire maximum du maire d'une municipalité de plus de 100 000 habitants pourrait ainsi atteindre 100 365 \$, en comparaison de 95 585 \$.

En vertu de ce projet de règlement, le salaire du maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, passerait de 67 949 \$ à 71 346 \$ et celui du maire de Montréal, Jean Doré, de 102 680 \$ à 107 815 \$.

La hausse proposée va à contre-courant de ce que le gouvernement provincial a offert à son propre personnel.

L'État a en effet gelé la rémunération de ses travailleurs syndiqués pour les six premiers mois de 1992 et a réduit de moitié l'augmentation de 5 pour cent qu'il s'était engagé à verser à ses employés cadres.

L'attaché de presse du ministre des Affaires municipales Claude Ryan, François Grenon, a laissé entendre qu'il n'y a pas d'incohérence entre les offres faites aux employés de l'État et le pourcentage offert aux élus municipaux. Selon lui, la progression de 5 pour cent « équivaut à l'indexation (des salaires) dans la Fonction publique québécoise ».

Il a aussi fait valoir que le gel des salaires des syndiqués de l'État ne vaut que pour le début de 1992. Mais il a refusé de dire si les salaires des maires seront bloqués en janvier 1992. « Nous verrons en temps et lieu », a-t-il expliqué.

## André déplore qu'on ait écarté des groupes

Le chef du Parti municipal de Montréal (PMM), Alain André, a violemment dénoncé les « lacunes » dans la conception de la programmation du 350e anniversaire de la métropole, hier. M. André reproche au maire Doré d'avoir ignoré les communautés culturelles et d'avoir dépensé trop d'argent.

« On a marginalisé la participation des communautés culturelles et ignoré l'apport décisif de certaines d'entre elles à l'histoire de Montréal », a déclaré le chef du PMM, qui faisait notamment référence aux communautés italiennes, britanniques, grecques, polonaises, portugaises, écossaises et irlandaises, sans qui « Montréal ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui ».

Soulignant que Boston n'a investi que 600 000 \$, en 1980, pour le même type d'événement, Alain André a rappelé que le budget de l'administration et des communications du 350e dépasse les 15 millions. Un montant qu'il juge « excessif ».

M. André a profité de sa rencontre avec les médias pour présenter le candidat du PMM, Philippe Salvatore, aux élections partielles de Notre-Dame-de-Grâce, le 3 novembre prochain. Ce dernier fera face à Leith Hamilton (RCM), actuel président du Conseil de la communauté noire du Québec.

# RÉSULTATS

Loto-Québec

Tirage du 91-10-15

JEU DES CARTES		CATÉGORIE	LOTS
NUMÉRO	4 9 9 A 9	5/5*	5 000\$
		4/5*	200\$
		3/5*	20\$
		2/5*	4\$

\*Nombre de cartes qui doivent être identiques et à la même position que les cartes tirées.

ROULETTE		CATÉGORIE	LOTS
NUMÉRO	13 5 6 8 11	5/5*	5 000\$
		4/5*	200\$
		3/5*	20\$
		2/5*	4\$

\*Nombre de numéros qui doivent être identiques et à la même position que les numéros tirés.

GRANDE ROUE		CATÉGORIE	LOTS
NUMÉRO	15 79 46	3/3*	100 000\$
		2/3*	100\$

\*Nombre de numéros qui doivent être identiques et à la même position que les numéros tirés.

Loto-Quiz-mardi 20h30, réseau TVA

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

## LES MARRONNIERS

RESIDENCE POUR RETRAITÉS

Ici, je suis chez moi!  
L'ambiance est remarquable et les gens ont toujours le sourire. Le seul inconvénient est que les journées passent trop vite!

Mme Lauretta Mailloux

Il y a des activités pour tous les goûts, et notre animateur Raymond est unique en son genre. Vivre aux Marronniers, c'est faire partie d'une belle grande famille.

M. Jean-Paul Audette

Le personnel est en service 24 heures; Je me sens toujours en sécurité. Choisir Les Marronniers fut une agréable décision et j'en profite grandement!

Mme Fleurette Trotter

1500, Montée Monette Vimont, Laval  
À 5 minutes de Montréal par le pont Papineau

# 858-1500

## L'OUEST

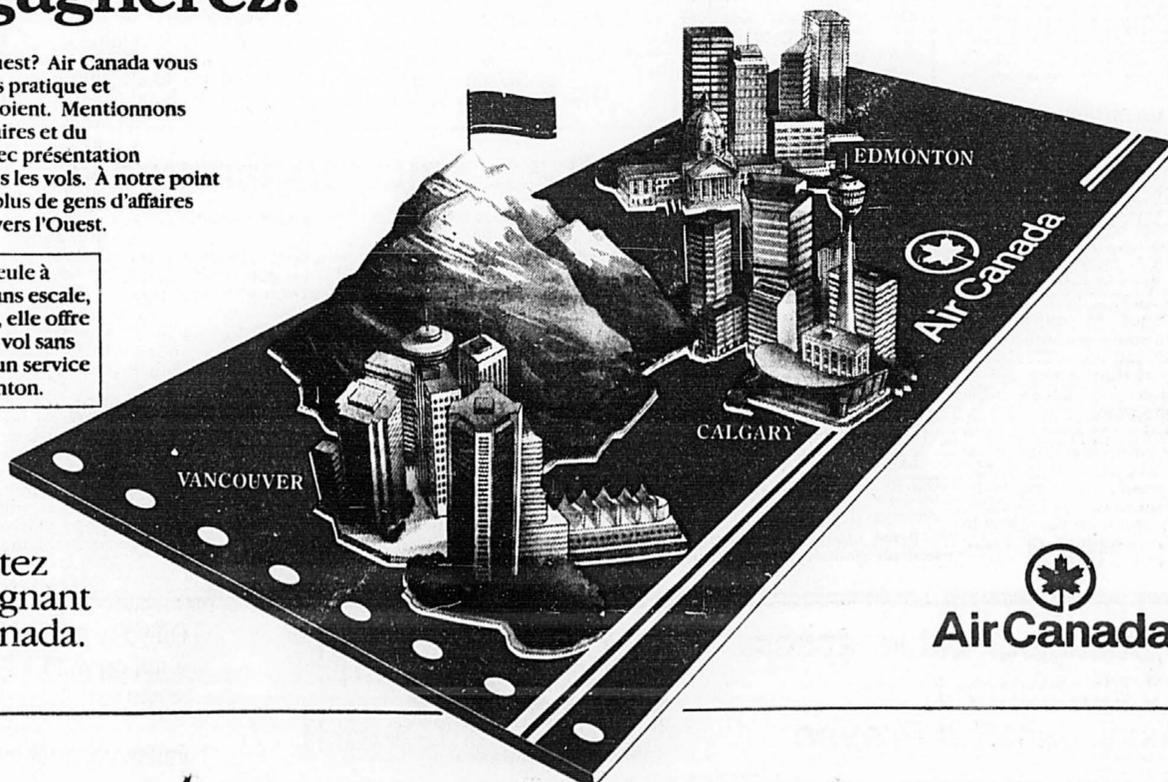
# Partagez notre point de vue. Vous y gagnerez.

Vous voulez gagner l'Ouest? Air Canada vous propose l'horaire le plus pratique et le meilleur service qui soient. Mentionnons le choix de la classe Affaires et du service Hospitalité<sup>MD</sup> avec présentation d'un film à bord, sur tous les vols. À notre point de vue, voilà pourquoi plus de gens d'affaires choisissent Air Canada vers l'Ouest.

Air Canada est la seule à desservir Vancouver sans escale, tous les jours. De plus, elle offre quotidiennement un vol sans escale vers Calgary et un service direct vers Edmonton.

Aéropian<sup>MC</sup>

Vous partez toujours gagnant avec Air Canada.



Air Canada

3e SOMMET DES GRANDES VILLES DU MONDE

# Le transport de surface du Canada est « le pire système au monde »

GILLES GAUTHIER

■ Un haut fonctionnaire de l'ONU a vertement critiqué le Canada au 3e Sommet des grandes villes du monde, qui s'ouvrait officiellement hier matin à Montréal.

Maurice Strong, qui présidera la grande rencontre mondiale des chefs d'État sur l'environnement et le développement, qui se tiendra en juin 1992 au Brésil, a affirmé que le Canada devrait avoir honte de ses décisions au sujet des systèmes de transport de surface.

« C'est le pire système au monde », a déclaré M. Strong lors d'une rencontre de presse. Le Canada tire largement de l'arrière en matière de transport public harmonisé avec l'environnement, a-t-il ajouté.

Non seulement le Canada a-t-il été bâti grâce au transport, a-t-il poursuivi en faisant notamment allusion au chemin de fer transcontinental, mais il en dépend encore fortement aujourd'hui.

Seul un Canadien pouvait critiquer publiquement le Canada dans le cadre de cette conférence d'un caractère diplomatique, au cours de laquelle les maires ont plutôt tendance à se serrer les coudes pour tenter de trouver des solutions à leurs problèmes de gestion des déchets, d'engorgement de la circulation et autres.

Natif du Manitoba, ancien dirigeant de Petro-Canada, de Power Corporation et de l'ACDI, M. Strong parcourt le monde pour tenter d'établir des consensus en prévision du sommet de l'an prochain.

Ses déclarations, en anglais seulement, ont ajouté un peu de piquant à la conférence en attendant l'arrivée des dernières « vedettes » du sommet, Gravrill Popov, maire de Moscou, David Dinkins de New York et Jacques Chirac de Paris. Ce dernier a débarqué à Montréal en fin d'après-midi hier, M. Dinkins est attendu ce soir ou demain.

Les propos de M. Strong contrastaient avec ceux du ministre

canadien des Transports, Jean Corbeil, qui avait benoîtement vanté les gestes de son gouvernement, notamment en matière d'environnement, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet hier matin.

Le fondateur de ces sommets des grandes villes, Shunichi Suzuki, maire de Tokyo, mégapole de 12 millions d'habitants, a expliqué entre autres que son administration voulait réduire de 1,1 million de tonne par année pendant dix ans la quantité d'ordures rejetées par la population. Elle a notamment établi à cette fin quatorze usines de recyclage des déchets.

Des idées simples peuvent produire des résultats intéressants.

Le maire de Mexico, Manuel Camacho Solís, a ainsi fait savoir au cours des discussions que sa municipalité avait décidé, pour économiser l'eau potable, de remplacer toutes les citernes des toilettes de la ville, dont la capacité est de seize litres, par des citernes de six litres.

Dans sa déclaration d'ouverture, le maire de Montréal, Jean Doré, a proposé à ses homologues trois voies d'action : favoriser l'échange d'expertises et d'expériences entre les communautés locales, créer de nouveaux partenariats, entre autres avec les groupes communautaires et les universitaires, et privilégier une décentralisation réelle des pouvoirs et des ressources.

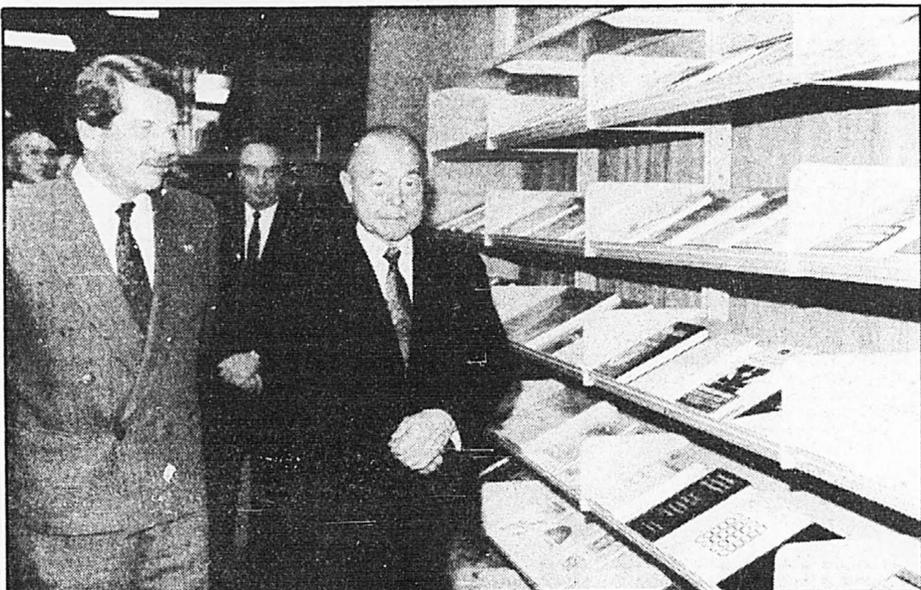
Les responsabilités des administrations locales augmentent rapidement, a-t-il ajouté, et elles doivent obtenir les ressources fiscales, réglementaires et législatives nécessaires.

Interrogé sur les déclarations de M. Strong, M. Doré ne s'est pas fait prier pour dénoncer le retrait de Québec du financement du transport en commun.

La déclaration finale du sommet pourrait faire avancer l'idée de créer un fonds international destiné à encourager les initiatives environnementales dans les villes des pays en voie de développement et en Europe de l'Est.



Maurice Strong, président de la rencontre mondiale sur l'environnement, en juin prochain au Brésil. PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse



Le maire-gouverneur de Tokyo, M. Shunichi Suzuki, a fait cadeau d'une caisse de 303 livres à la bibliothèque de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Il était accompagné du maire de Montréal, M. Jean Doré. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

## Les Japonais ont peut-être la solution aux problèmes des grandes villes

GÉRALD LEBLANC

■ Ils n'ont pas fini de nous surprendre les surdoués de l'action que sont les Japonais.

À Séville, on les attendait avec le dernier cri de la haute technologie pour l'Expo sur *L'ère des découvertes*. Ils sont arrivés avec un pavillon en bois naturel et la tradition comme message pour la grande foire universelle.

Au 3e Sommet des grandes villes du monde, Shunichi Suzuki a voulu laisser un souvenir à la ville-hôte: une caisse de 303 li-

vres pour la bibliothèque de l'École des hautes études commerciales (HEC).

Pourquoi des livres? Parce que le vénérable maire de Tokyo est convaincu que l'avenir des grandes villes passe par la recherche et la découverte d'un nouveau mode de gestion.

Pourquoi les HEC? Parce que l'école possède la meilleure bibliothèque canadienne en sciences de l'administration (300 000 livres et 72 000 périodiques) et un réputé centre d'études en administration internationale (le CE-TAI).

Hier, le maire Suzuki a ajouté une fleur à son cadeau (une collection d'études sur la gestion à la japonaise) en prononçant son allocution en français, avant de dévoiler la plaque qui rappellera son don aux HEC.

Il faut l'appeler « gouverneur » parce que Tokyo est à la fois une ville, avec des quartiers et la gamme de services urbains, et une communauté urbaine ou une préfecture comme on dirait en France. Une mégapole de 12 millions d'habitants et le cœur financier du géant japonais, la dernière-née des métropoles mondiales, où les terrains du centre-ville sont devenus inabordable pour les particuliers.

« À Tokyo, le trou du beigne s'agrandit sans cesse », disait hier un journaliste japonais.

Le maire Suzuki n'invente rien quand il énumère les problèmes des grandes villes, où vivront bientôt la moitié des humains: accumulation des déchets, pollution de l'air, pénurie d'eau potable, violence, congestion automobile...

Le magistrat japonais pourrait cependant ouvrir une nouvelle ère de gestion municipale, une nouvelle frontière urbaine, comme son pays l'a fait dans le champ de la production technologique.

C'est en effet le maire Suzuki qui a fondé le club des grandes villes, qui tient cette semaine son troisième sommet à Montréal. Et il promet une guerre au gaspillage d'énergie et d'une croisade pour le recyclage.

Il annonce même, pour 1996, l'ouverture d'une ville modèle, une ville fondée sur le développement viable et durable. Son dernier plan quinquennal pour Tokyo comprend l'entraide mutuelle parmi les grands principes d'action qui doivent guider la gestion de la métropole et capitale du Japon.

« Ce sont les efforts de tous les jours qui apportent le progrès », a dit le sage nippon de 81 ans, qui vient d'être élu pour une quatrième fois à la mairie de Tokyo. Si le passé est garant de l'avenir, la nouvelle croisade des Japonais pour l'assainissement du milieu urbain pourrait révolutionner la planète.

La cohésion et la motivation japonaise ont poussé la consommation à son paroxysme. Il serait ironique que la même recette nous permette d'en sortir. Ils n'ont en effet pas fini de nous surprendre ces chevaliers de l'action que sont les Nippons.

## Delhi croule sous le poids de ses neuf millions d'habitants

RICHARD HÉTU

■ Delhi ne veut plus créer d'emplois. Delhi ne veut plus accueillir de nouvelles industries. Delhi veut mettre un terme à son développement économique.

« Ce n'est pas orthodoxe, admet Rajinder Kumar Takkar, chef administrateur de la capitale de l'Inde. Mais c'est la seule réponse à nos problèmes. »

Dans un chic salon de l'hôtel Quatre-Saisons, au terme de la première journée du Sommet des grandes villes du monde, M. Takkar tient un discours dépourvu de fioritures.

Delhi, explique-t-il en substance, est malade de son trop grand pouvoir d'attraction sur les masses démunies de la campagne du nord de l'Inde. Un pouvoir d'attraction qui a fait grimper sa population « officielle » de 800 000 personnes au moment de l'indépendance du pays, en 1947, à plus de neuf millions aujourd'hui.

« Le combat que livre Delhi en est un de survie », soutient M. Takkar, le numéro deux de la capitale indienne.

« Nous sommes submergés par le flot de gens qui viennent s'établir dans notre ville. Et nous n'avons pas les ressources pour les accueillir. »

« Notre effort consiste donc à freiner cette migration plutôt qu'à essayer de solutionner les problèmes qu'elle provoque », ajoute-t-il.

### Au-delà de New Delhi

Les problèmes dont parle M. Takkar ne se voient pas quand on se contente de visiter les monuments, les grandes avenues, les édifices publics et les espaces verts de New Delhi, « la huitième ville de Delhi », qui a été fondée en 1912 par les Anglais lorsqu'ils ont décidé d'y déménager la capitale de leur colonie, située auparavant à Calcutta.

C'est à l'intérieur des murs du vieux Delhi, où les Moghols ont bâti au XVIIe siècle des mosquées magnifiques, et à la circonférence de la ville que la pauvreté de la capitale indienne saute aux yeux.

Là, des millions d'Indiens qui voyaient Delhi comme une sorte d'Eldorado vivent dans la plus grande misère.

Les statistiques ne mentent



Le chef administrateur de Delhi, Rajinder Kumar Takkar. PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

pas: 1,5 million de personnes à Delhi n'ont pas de toit sur la tête; trois millions n'ont pas accès à l'eau potable; cinq millions n'ont pas de toilette à la maison.

Ils vivent souvent dans des cabanes bâties avec des moyens de fortune sur des terrains pour lesquels ils ont parfois payé des milliers de roupies à des profiteurs et dont ils sont régulièrement expulsés par la police.

Et malgré l'attitude des autorités de Delhi, ils continuent d'affluer aux portes de la capitale indienne.

Pour mettre un terme à cette migration, Delhi a mis sur pied une stratégie qui aura pour conséquence de « mettre un frein à la croissance économique, de créer moins d'emplois », déclare M. Takkar.

« Par exemple, dit-il, nous avons décidé de ne plus créer de

nouveaux emplacements pour accueillir des industries. Nous ne voulons pas que Delhi devienne une ville industrielle. De la même façon, nous ne voulons pas que la ville devienne un centre pour les échanges commerciaux entre les États du pays. Nous voulons que Delhi soit vue comme la capitale nationale, comme un centre d'excellence en éducation et comme un centre culturel pour la nation. »

Mais comment transmettre ce message aux populations rurales, qui n'ont souvent rien contre la perspective de vivre dans des conditions insalubres si elles savent qu'elles peuvent se dénicher du travail, n'importe lequel? Peut-on forcer les paysans à rester en campagne, peut-on leur fermer les portes de Delhi? La réponse est non, selon M. Takkar. « Nous sommes fiers d'être un pays démocratique », déclare-t-il. « Nous ne pouvons pas émettre un ordre interdisant aux gens de venir chez nous. Chaque citoyen du pays a le droit fondamental d'aller où il veut. Nous avons cependant adopté des politiques sociales et économiques qui décourageront les gens de venir à Delhi. »

### Des emplois locaux

Ces politiques, en un mot comme en mille, consistent à fournir aux Indiens des emplois et des services dans leurs villes et leurs villages d'origine. Elles sont mises en place par le gouvernement fédéral qui, par l'entremise d'un lieutenant-gouverneur, administre Delhi, un territoire qui lui appartient.

M. Takkar explique la stratégie du gouvernement. Il dit: « Les emplois qui sont créés à Delhi sont présentement plus profitables ailleurs. Il faut que les populations rurales puissent trouver de l'emploi avant d'arriver dans la capitale ou en retournant dans leurs patelin d'origine. »

« Vous savez, ajoute M. Takkar, soucieux de terminer l'entrevue sur une note positive, nous n'en serions pas là si Delhi n'était pas une ville dynamique. Comprenez bien: c'est parce qu'elle a beaucoup à offrir que les gens viennent vers elle. Mais nous avons atteint la limite. Nous ne pouvons pas satisfaire tous ceux qui veulent leur part de nos services. »

« C'est trop demander à Delhi. »

CONFÉRENCES HYDRO-QUÉBEC • UQAM 1991

ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

**Towards Sustainable Energy Systems**  
Le défi technologique du 21e siècle : satisfaire les besoins énergétiques de 10 milliards d'êtres humains en respectant l'environnement.

L'animateur Claude Charron présentera la conférence et ouvrira la période de questions.

Sous l'égide de la Chaire de recherche en environnement Hydro-Québec • CRSNG • UQAM

**CE SOIR**  
le mercredi 16 octobre 1991  
17h30  
Université du Québec à Montréal  
Studio-Théâtre  
Alfred-Laliberté (J-4400)  
405, rue Sainte-Catherine Est (Métro Berri-UQAM)

Renseignements :  
(514) 987-8229, 8245

William Fyfe  
Professeur au département de géologie  
University of Western Ontario  
London

Entrée libre

Hydro-Québec Université du Québec à Montréal



Problèmes de déchets et de congestion des villes par l'automobile, nécessité du recyclage, les maires participant au troisième Sommet des grandes villes du monde, qui s'ouvrait hier à Montréal, en sont généralement bien conscients. Ces manifestants paisibles le leur ont tout de même rappelé à l'entrée de l'hôtel de la rue Sherbrooke ouest où se tient la rencontre. PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse



Anita Hill a repris, hier, son travail à l'Université de l'Oklahoma, où elle enseigne le droit.

## Parents et amis du juge Thomas exultent

Anita Hill espère que sa défaite n'empêchera pas les femmes de lutter contre le harcèlement

d'après Reuter, AP, CP

Tandis que la mère et les amis de Clarence Thomas éclataient de joie et louaient le Seigneur en apprenant que le Sénat avait confirmé la nomination du juge à la Cour suprême des États-Unis, Anita Hill, qui venait de reprendre son service à l'Université de l'Oklahoma, où elle enseigne le droit, formulait l'espoir que sa défaite n'empêcherait pas d'autres femmes de lutter contre le harcèlement sexuel au travail.

«Dieu a répondu à nos prières, a déclaré la mère de Thomas, Leola Williams. Tous les sénateurs qui ont pris le parti de mon fils, je remercie Dieu pour eux, et ceux qui ont voté contre lui, je prie pour qu'un jour, il soit en mesure de leur montrer ce qu'il peut faire pour notre pays.»

Dès que le résultat du vote — 52 contre 48 — fut annoncé, Mme Williams, ses parents et amis, qui suivaient le drame à la télévision dans le petit village de Pin Point, au sud de Savannah, en Georgie, se précipitèrent hors

de leurs sièges et s'embrassèrent en hurlant de joie.

«Avec tout ce qui se disait contre lui, il n'a pas une seule fois critiqué cette femme», a déclaré Leola Williams en faisant allusion à Anita Hill, dont les accusations de harcèlement sexuel contre le juge Thomas eurent pour effet de retarder d'une semaine le vote du Sénat. «Je prie Dieu pour qu'elle revienne rapidement dans le droit chemin.»

Leola Williams, que son mari avait abandonnée alors que Clarence n'avait que deux ans, s'efforça d'élever seule celui-ci et ses deux autres enfants. Mais lorsque sa maison fut détruite par un incendie, elle confia Clarence à ses grands-parents, et le futur juge fut élevé par des religieuses. En 1979, après avoir terminé ses études à l'Université Yale, Clarence Thomas se rendit à Washington, où il devint assistant du directeur du département des droits civiques du ministère de l'Éducation, directeur de la Commission de l'équité dans l'emploi, et enfin juge de la Cour d'appel.

Pendant ce temps, à Norman,

Anita Hill, flanquée de sa mère, donnait devant sa demeure une conférence de presse au cours de laquelle elle affirma que sa prise de position avait encouragé de nombreuses femmes à lui écrire pour l'informer que pour la première fois, elles étaient capables de parler librement de leurs douloureuses expériences. «Et c'est cela qui est important, a-t-elle dit. L'espère que ce qui est survenu à Washington aura finalement permis d'ouvrir le dialogue sur cette triste question.»

Devant la nuée de journalistes qui avaient envahi l'université dès le début de la journée, David Swank, le doyen de la Faculté de droit, avait fait savoir que l'accès à la faculté serait interdit aux reporters s'ils harcelaient la jeune femme. «Je vous en prie, ne l'empêchez pas de retourner à son travail sous prétexte de faire le vôtre», avait-il dit.

Mais la vie tranquille que menait Anita Hill dans une petite ville universitaire située dans un État à vocation essentiellement rurale avait été anéantie dès que ses accusations contre Thomas

eurent été rendues publiques, le 6 octobre.

Des dizaines de journalistes entreprirent immédiatement de monter la garde devant sa demeure, où arrivèrent par ailleurs des centaines de télégrammes, des douzaines de gerbes de fleurs, mais aussi des appels téléphoniques souvent menaçants.

La police avait dû établir un poste de commandement près de la maison, et des agents accompagnaient la jeune femme partout où elle se rendait.

Mais dans une brève déclaration faite aux journalistes lundi, à son retour de Washington, Hill avait affirmé que les épreuves qu'elle venait de traverser n'avaient pas été inutiles. «J'ai bon espoir, avait-elle dit, que les autres femmes qui ont été l'objet de harcèlement sexuel ne se laisseront pas décourager par les difficultés que j'ai subies, mais qu'au contraire, elles trouveront la force de parler haut et fort de ce qu'elles ont souffert, afin que cet opprobre puisse être un jour totalement éliminé.»

## Les Noirs américains peinés et irrités par ce «soap opera»

Agence France-Presse

Les Noirs américains ont réagi avec peine, gêne, et irritation, au spectacle télévisé du candidat à la Cour suprême Clarence Thomas et de son accusatrice Anita Hill devant la Commission judiciaire du Sénat.

Le fait que deux personnes d'un niveau culturel élevé et symbolisant la réussite aient lavé leur linge sale devant le pays tout entier a suscité l'émotion des communautés noires.

«C'est douloureux pour les Noirs américains de regarder la télévision», a estimé Sherrylin Ifill, avocate au National Association for the Advancement of Colored People Legal Defense and Education Fund.

Alors que pour la majorité des Américains, les trois jours d'audition de Clarence Thomas et Anita Hill ont permis de focaliser l'attention sur le harcèlement sexuel et de tenter de savoir qui disait la vérité, beaucoup de Noirs se sont déclarés inquiets de l'impact que l'affaire pourrait avoir sur leur image.

«Pour ceux qui ont déjà une

image négative des Noirs, cela renforcera leurs préjugés», a estimé Sherrylin Ifill.

Clarence Thomas et Anita Hill ont été «les victimes innocentes d'un jeu qu'ils n'ont pas clairement compris», a de son côté estimé Conrad Worrl, dirigeant du Front uni noir, un groupe de Chicago.

«Ce combat a été quelque chose inventé par les médias tenus par les Blancs. Nous ne le prenons pas au sérieux. C'est un «soap opera» destiné à faire diversion des réels problèmes que la nation affronte», a-t-il ajouté, en décrivant les protagonistes comme «deux Reaganistes, deux Afro-Américains bien éduqués qui ont mis leurs intérêts carriéristes au-dessus des intérêts de leur peuple».

D'autres ont exprimé leur colère en estimant qu'une fois encore une femme noire était manipulée par des Blancs pour discréditer un Noir en se servant de stéréotypes raciaux.

«Malheureusement, il semble qu'il y ait un problème à accepter la crédibilité d'une femme noire sur des problèmes de harcèlement sexuel dans et hors de la

communauté noire», a estimé Sherrylin Ifill, ajoutant qu'il est «choquant que ce sacrifice ait été demandé à une femme noire».

Pour David Bositis, analyste du Centre d'études politiques de Washington, «il y a autant de sexisme chez les Noirs que les Blancs». «Certains sont gênés parce qu'ils n'acceptent plus l'idée que la communauté noire n'est plus une structure monolithique. (...) Ils attendent le retour des jours de «We Shall Overcome» et des marches des années soixante pour les droits civiques, mais c'est du passé», a-t-il ajouté.

Citant en exemple l'attention croissante des médias pour les hommes politiques noirs et pour les problèmes qui concernent les Noirs, il a estimé que toute l'affaire indique combien «l'élite noire s'est intégrée à l'élite politique».

M. Bositis a attribué le fort soutien dont a bénéficié Clarence Thomas dans les sondages au fait que l'administration Bush et les républicains ont été beaucoup plus agressifs et efficaces dans leurs attaques contre la crédibilité d'Anita Hill, que les démocrates ne l'ont été dans leurs attaques contre Clarence Thomas.

## Au Canada, l'affaire Thomas-Hill soulève bien des inquiétudes

Les groupes voués à la défense des droits des femmes craignent que cela ne nuise à la lutte contre le sexisme

d'après CP

L'affaire Clarence Thomas qui vient de secouer le Sénat des États-Unis est plus qu'une occasion de bavardage sur les campus canadiens, dans le milieu de travail et au sein des groupements voués à la défense des droits des femmes.

Un certain nombre de féministes, d'experts juridiques et de directeurs d'entreprises s'inquiètent de ce que l'ambiance de cirque qui a entouré l'enquête sur les accusations de harcèlement sexuel portées par Anita Hill contre le juge Clarence Thomas ne fasse plus de mal que de bien dans la lutte faite au sexisme au Canada.

Le Code du travail du Canada décrit le harcèlement sexuel comme étant toute conduite, tout commentaire, tout geste ou tout contact à caractère sexuel

susceptible d'offenser ou d'humilier un employé et d'affecter son statut au travail.

Paddy Swamp, en charge des cas de harcèlement sexuel à l'Université de Toronto, souligne que la plus grande partie du personnel, des enseignants et des étudiants qui lui soumettent des plaintes ont une telle peur de la publicité qu'ils se refusent souvent à donner suite à ces plaintes. Elle craint en outre que l'affaire Hill-Thomas ne renforce la conviction de ces personnes que de parler de harcèlement sexuel les exposerait au ridicule.

«Indubitablement et malheureusement, la plupart des hommes, et un certain nombre de femmes, sont susceptibles de conclure que toute cette question du harcèlement sexuel est sans grande importance, que les motifs d'Anita Hill n'étaient que politiques et ses accusa-

tions, pure invention. Mais en réalité, qu'avait-elle à gagner en inventant tout cela? Elle est professeure de droit, et le mensonge serait aussi néfaste à sa carrière qu'à celle du juge.»

Mme Stamp précise que les femmes victimes de harcèlement sexuel se sentent avilées et se considèrent comme des objets sexuels qui n'apportent pas une contribution sérieuse au milieu de travail.

Elle craint que le cas qui vient de se débattre aux États-Unis n'intensifie ces sentiments, d'autant plus qu'Anita Hill y a à plusieurs reprises été décrite comme une femme qui avait été rejetée par le juge Thomas et qui souffrait d'un complexe de persécution. «Cela pourrait même rendre les femmes plus vulnérables, au point où les hommes seraient encore plus enclins à les traiter comme des proies légitimes.»

## La CIA va-t-elle compter les Toyota?

SUITE DE LA PAGE A 1

trevue accordée à La Presse, M. Turner a déclaré que le temps était venu de regarder la réalité en face. «Si le danger pour notre sécurité nationale est maintenant de nature économique, je me demande pourquoi on s'empêcherait de faire de l'espionnage économique! On fait de l'espionnage pour des raisons militaires, faisons-le maintenant pour protéger notre base industrielle», dit-il.

Quand des entreprises étrangères font des soumissions sur des grands projets, M. Turner pense que la CIA doit même les espionner afin d'obtenir leurs soumissions. L'information pourrait être ensuite refilée aux entreprises américaines. «Pourquoi pas?» lance Turner, «d'autres pays le font, il suffit de trouver un moyen de distribuer les renseignements entre les entreprises américaines de façon équitable. Le Département du commerce pourrait par exemple s'occuper de cette tâche et ainsi éviter à la CIA d'entretenir des relations directes avec nos entreprises.»

Au-delà de ces situations extrêmes, M. Turner croit que la CIA pourrait surtout se charger de faire de vastes enquêtes et recherches sur l'évolution des marchés. «En général, les renseignements n'ont rien de secret mais peu de compagnies ont les moyens de se payer ce genre de recherche. La CIA pourrait le faire gratuitement et pour tout le monde», dit-il.

Un autre ancien directeur de la CIA, William Colby, est plus sceptique. «Je ne crois pas qu'on doit commencer à utiliser nos satellites pour compter les Toyota qui entrent au pays», lance-t-il.

Selon Colby, utiliser la CIA pour faire de l'espionnage industriel pourrait facilement engendrer des situations embarrassantes. «On ne peut pas demander à l'agence d'espionner chez nos alliés, les risques sont trop grands.» Comme Turner cependant, M. Colby est convaincu que la CIA, en collaboration avec le FBI, doit faire échec aux tentatives étrangères de pénétration des entreprises américaines. «Le KGB est agressif, ils veulent nos secrets industriels. Les Français le sont aussi et on doit absolument contrer cette menace.»

Avant de faire de l'espionnage industriel, William Colby pense plutôt que la CIA doit commencer par revoir certaines de ses

priorités. «On doit recibler nos opérations clandestines. Il faut se concentrer sur le Moyen-Orient, la lutte anti-terroriste, le commerce de la drogue et le développement des armes nucléaires dans certains pays. Ils nous faut des espions, des agents sur le terrain pour nous aider à mieux comprendre ces phénomènes.»

Bizarrement, dans un monde qui vit au rythme des bouleversements de la haute technologie, c'est dans le secteur des ressources humaines que la CIA doit faire du rattrapage. «En haut de la liste de nos priorités», explique un analyste de l'agence, «il nous faut faire de la collecte de renseignements sur le terrain. On peut toujours savoir de combien de tanks dispose Saddam Hussein. On doit aussi savoir ce qui se passe dans sa tête. Il n'y a pas une machine au monde qui puisse faire ça.» Tout n'est donc pas perdu pour les James Bond du monde!

Le retour à une forme plus traditionnelle d'espionnage «peut permettre d'économiser d'importantes sommes d'argent», selon Colby. «La CIA n'a plus besoin d'être à la fine pointe de la technologie pour surveiller l'URSS», dit-il.

Les économies possibles tombent à point nommé. Gonflé à bloc par Ronald Reagan, le budget consacré à l'espionnage a quadruplé depuis le début des années 1980. Un secteur de croissance! Le tour de taille de la CIA et des autres agences de renseignement commence cependant à agacer sérieusement. En récession et avec l'austérité budgétaire à l'ordre du jour, l'embonpoint dans le secteur du renseignement a très mauvaise presse. L'heure du régime amaigrissant a sonné.

Aux États-Unis, le renseignement est une grosse affaire. Selon les estimations — les chiffres sont secrets —, l'oncle Sam engloutit entre 30 et 35 milliards chaque année dans les différentes agences qui font de l'espionnage. En comparaison, le budget total du ministère de la Défense du Canada (tanks, soldats, avions et bateaux compris) est de 12,83 milliards... canadiens. Pour nos espions, le fédéral investit à peu près 350 millions, tous services confondus.

### Des cellules cachées

Dans l'ensemble, plus d'une douzaine d'agences et de petites cellules cachées au sein de quelques ministères font de l'espion-



Robert Gates

nage et du renseignement pour le gouvernement américain. D'une certaine façon, la CIA n'est que la pointe très visible de l'iceberg. Le budget de l'agence, évalué à près de 4 milliards, ne représente qu'une petite fraction de l'argent qui alimente la machine américaine d'espionnage.

Le National Reconnaissance Office — dont le gouvernement américain ne reconnaît même pas officiellement l'existence — a un budget de plus de 6 milliards pour coordonner les vols d'avions espions et la batterie de satellites qui suivent à la trace chaque mouvement de troupe.

La National Security Agency, responsable de l'écoute électronique et du décodage, dispose de 4 milliards.

Au sein du Pentagone, la Defense Intelligence Agency doit essayer de coordonner le travail de quatre services de renseignement autonomes (la marine, l'aviation, l'armée et les Marines).

D'autres petites cellules secrètes de renseignement sont probablement enfouies dans les corridors du Pentagone. Leur existence demeure, par définition, secrète. Le budget réel de tous les services de renseignement du Pentagone est aussi un secret bien gardé. Au sein de son budget total, le Pentagone dispose de ce

qu'il est convenu d'appeler le «budget noir» pour les services de renseignement et les opérations spéciales. Personne, pas même le Congrès, n'a de pouvoir de surveillance sur le «budget noir».

En plus, le département d'État, le trésor, le département de l'Énergie et le service des douanes ont tous leur propre division de renseignement. En tout, plus de 100 000 personnes vivent de l'espionnage aux États-Unis! La CIA emploie à elle seule 25 000 personnes.

Théoriquement, le directeur de la CIA a la responsabilité d'orchestrer le travail et la recherche de toutes les différentes branches du gouvernement qui font du renseignement. Dans les faits, les agences sont très souvent en compétition les unes avec les autres et la redondance est plus souvent la règle que l'exception.

Stanfield Turner, comme beaucoup d'autres, est convaincu qu'une seule personne ne peut plus jouer les deux rôles. «J'ai essayé de faire trop de choses. Chose certaine, je ne suis jamais arrivé à m'occuper de la CIA et du reste de la communauté du renseignement en même temps. En 1947, quand ils ont décidé de donner les deux fonctions à la même personne, c'était réaliste. Aujourd'hui, ce n'est simplement plus possible.»

Les redondances et rivalités inter-agences coûtent très cher et peuvent à l'occasion avoir un impact négatif sur la qualité des informations qui arrivent entre les mains des décideurs américains. «La compétition entre la CIA et le reste de nos services de renseignement peut être dévastatrice», explique Turner.

L'ancien directeur se souvient d'une information que la National Security Agency avait envoyée directement à la Maison blanche sans consulter le directeur de la CIA, en 1979. «Ils ont dit au président qu'il y avait depuis quelques semaines une nouvelle brigade de l'Armée rouge à Cuba. Les gens de la NSA ne nous ont jamais demandé notre avis», dit-il.

Après vérification et beaucoup de palpitations dans l'administration Carter, la CIA et d'autres agences ont conclu que la fameuse brigade était là depuis vingt ans! «La panique autour de toute cette affaire a probablement contribué à la mort du traité SALT 2», dit Turner. □

DEMAIN: Y a-t-il un scandale du Robertgate?

Les 17, 18 et 19 octobre

Festival  
Microsoft\*

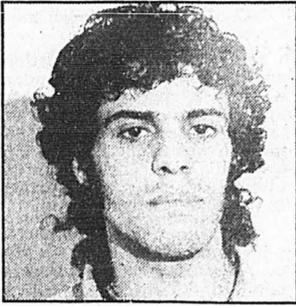
Microsoft et Apple  
révolutionnent  
la bureautique

au 6615, avenue du Parc,  
Montréal.  
(514) 270-6339

DÉMONSTRATIONS • SÉMINAIRES • TIRAGE

# Zouhair-Hedi Kammoun accusé d'avoir tué sa concierge avec une hachette

MARCEL LAROCHE



Zouhair-Hedi Kammoun

■ Soupçonné d'avoir assassiné à coups de hachette la concierge d'un immeuble d'appartements de Montréal, il y a plus de trois mois, Zouhair-Hedi Kammoun se la coulait douce lorsque des policiers de la CUM l'ont appréhendé, lundi soir dernier, dans un bar du centre-ville de Saint-Hyacinthe, sur la Rive-Sud.

Kammoun, un ressortissant d'origine libanaise, était considéré par la police comme le principal suspect du meurtre de Mme Lucette Majeau-Casey, une veuve de 61 ans qui s'occupait du bureau de location d'une conciergerie, au 80 de l'avenue des Pins, à Montréal.

La sexagénaire avait été retrouvée baignant dans son sang, vers 2 heures du matin, dans la nuit du lundi au mardi 2 juillet dernier, à l'intérieur d'un petit local de l'immeuble lui servant de bureau de travail.

La malheureuse dame avait de toute évidence été frappée à maintes reprises à la tête avec un objet coupant et tranchant. Quelques heures après ce meurtre, plusieurs clients d'un restaurant

situé tout près des lieux du crime avaient affirmé à *La Presse* avoir aperçu par la fenêtre la silhouette d'un individu frappant sur la tête de la concierge.

Le jour même du drame, un passant retrouvait l'arme présumée du crime, une hachette que le meurtrier avait abandonnée dans une haie de cèdres d'une résidence de la rue Saint-Urbain, tout près d'une annexe de l'hôpital Sainte-Jeanne d'Arc, à quelques pas de l'édifice à logements de l'avenue des Pins.

Les soupçons des policiers devaient rapidement s'orienter vers l'un des locataires, Zouhair-Hedi Kammoun, qui était justement sur le point d'être évincé par la concierge Lucette Majeau-Casey au moment du drame. Cette expulsion aurait été à l'origine de la colère meurtrière de Kammoun.

Disparu de la circulation depuis le meurtre de la concierge, ce locataire de 29 ans était activement recherché par les sergents-détectives Michel Provost et Jacques D'Astous, de la section des homicides de la CUM, en vertu d'un mandat d'arrestation émis depuis le début de juillet dernier.

Kammoun qui se terrait depuis quelque temps au domicile d'un compatriote, à Saint-Hyacinthe, était installé dans un bar de cette localité lorsque les sergents-détectives Robert Lafaille et Yvon Giroux, des homicides de la CUM, assistés par des policiers municipaux de l'endroit, l'ont appréhendé sans difficulté.

Ramené à Montréal, Kammoun a fait une brève apparition hier devant la Cour où il a formellement été accusé du meurtre au second degré de sa concierge Lucette Majeau-Casey.

# Un homme poursuit son ancien proprio qui l'a battu à coups de barre de fer

GILLES ST-JEAN

■ Un résident de Longueuil a inscrit devant la Cour supérieure une poursuite de 14 000 \$ contre son ancien propriétaire, condamné en juillet par la Cour du Québec pour l'avoir battu à coups de barre de fer.

M. Gilles Michaud, âgé de 32 ans, allègue que son propriétaire âgé de 60 ans, M. Clark Wenworth, l'a frappé à plusieurs reprises à l'aide d'une barre à clous, le 15 octobre 1990, près de sa maison du 1992, rue F. Pineau à

Longueuil.

M. Wenworth a été condamné à une amende de 200 \$ pour voies de fait causant lésions relativement à cet incident, le 17 juillet dernier.

Le 15 octobre 1990, M. Wenworth, accompagné de deux ouvriers vitriers, se serait rendu chez M. Michaud pour y prendre les mesures d'un carreau à remplacer. M. Michaud aurait refusé l'accès des lieux au propriétaire, avec qui il aurait eu des différends, mais aurait laissé entrer les vitriers. De l'extérieur, M. Wen-

worth aurait fait des signes à M. Michaud.

Après que ce dernier fut sorti, les deux hommes se seraient querellés et M. Wenworth se serait servi d'une barre de fer pour étayer ses arguments...

M. Michaud, qui dit avoir subi de nombreux hématomes et lésions, demande 500 \$ pour perte d'une semaine de salaire, autant pour incapacité partielle temporaire, 10 000 \$ pour douleur, souffrances et inconvénients, ainsi que 3 000 \$ en dommages exemplaires.

# CESSEZ DE VOUS GRATTEZ LA TÊTE VENEZ PLUTÔT GRATTEZ LA NOTRE!

Cette semaine chez la boutique électronique venez gratter un billet chanceux qui vous donnera un rabais de 5% à 50% sur tout achat.



Harman Kardon  
SONY  
axiom

888

► UN COMPLET 3 PIÈCES!

Cet ensemble vous fera jouir de plaisirs auditifs

Écoutez la pureté d'un récepteur Harman \ Kardon numérique, jumelé à un lecteur laser Sony 5 disques carrousel programmable à lecture aléatoire, le tout accompagné d'une excellente paire d'enceintes acoustiques canadiennes Axiom. De plus obtenez 5 disques laser de votre choix gratuitement, une valeur de 100\$. GRATTEZ DE 44.40\$ A 440.00\$ DE RABAIS!

LA BOUTIQUE ELECTRONIQUE

- 6050 Métropolitain est 255-6050
- 1679 St-Martin ouest Laval 687-7500
- 6380 St-Hubert 272-7441

SONY • NAD • HITACHI • LUXMAN • Mordaunt-Short • JBL • JVC • MITSUBISHI • QAD • Hafler • harman.kardon

Où croyez-vous pouvoir trouver jusqu'à 3 500 multi-points par semaine?

# SAUVE

QUALITÉ, SERVICE ET BONS PRIX

**LE PALETOT MATELASSÉ**  
Prix courant 125\$  
**Épargnez 25\$** Solde **99,99\$**  
Superbe paletot matelassé chaud et chic pour l'automne. En 65/35 poly-coton de première qualité. Doublure 100% polyfill. Taupe, vert, anthracite. 36 à 46

**LES GANTS DE CUIR**  
Prix courant 42\$  
**Épargnez 9\$** Solde **32,99\$**  
Gants de 100% cuir, doublure de laine 8 à 10.

**89,99\$**  
**44,99\$**

**LE DLOUSON**  
Prix courant 115\$  
**Épargnez 25\$** Solde **89,99\$**  
Dlouson très chic en 65/35 poly coton uni. Verr/or. Tailles petite à très grande.

**LE PANTALON LAVABLE**  
Prix courant 60\$  
**Épargnez 15\$** Solde **44,99\$**  
Pantalons de corduroy 100% coton lavable. Modèle à plis. Verr, mourarde, kaki, prune. Tailles

**99,99\$**

**69,99\$**

(Certains magasins pourraient ne pas avoir toutes les pointures ou couleurs. Nous ne vendons pas de chaussures au magasin de la Place Ville-Marie)

**CHAUSSURES "SOFT STAG"**  
Prix courant 95\$  
**Épargnez 25\$** Solde **69,99\$**  
En cuir de veau de première qualité. Pointures 7 à 12 avec 1/2, sauf 11-1/2. Largeur moyenne. en noir dans tous les modèles sauf le lacé balmoral 5 oeillets en brun et noir.

Léger supplément pour les retouches sur les vêtements en soie

**SAUVE** TOUT POUR LUI, À BON PRIX

Place Rosemere Carrefour Laval Centre Laval Galeries d'Anjou Carrefour Angrignon Promonades St-Hubert	435-6160 681-9213 688-6292 351-6810 365-1070 461-2832	Place Ville-Marie Complexe Desjardins Galeries Joliette Plaza St-Hubert (655-4 rue St-Hubert) Avec stationnement à l'arrière rue Châteaubriand	861-3990 281-1611 752-0050 273-6392
--	--	--	--

METRO Beaujean

# Guy Santerre a tué sa femme et ses enfants au lieu de se suicider

YVES BOISVERT

■ Guy Santerre reconnaît avoir tué sa femme et ses deux jeunes enfants. Mais, dans son témoignage, qui fut interrompu à deux reprises tant il avait de la peine à revenir sur le drame, il a tenté d'expliquer au jury qu'il n'avait pas toute sa tête, et qu'au fond, c'est un geste suicidaire qu'il s'appropriait à commettre.

— Mais ce sont eux qui sont morts, pas vous, a lancé Me Jean Lecours, de la Couronne, lors du contre-interrogatoire.

— Je ne voulais pas qu'ils souffrent... Je ne voulais pas les laisser là...

— Pourquoi avez-vous frappé votre femme, et pas vous-même, si c'est à vous que vous en voulez?

— Je ne sais pas... Je ne peux pas vous l'expliquer...

C'est le 14 septembre 1990, en

revenant de travailler, que Santerre, un entrepreneur en construction de Laval, âgé de 33 ans, a poignardé à mort sa femme, Louise Prieur, 29 ans, et leurs deux enfants, Geneviève, 5 ans, et David, 7 mois.

La Couronne a terminé sa preuve la semaine dernière.

Santerre, qui est défendu par Me Robert Sacchitella, fera manifestement reposer sa défense sur la nature de son « intention », au moment où il a tué les membres de sa famille.

En effet, la défense n'a jamais nié que Santerre est celui qui a tué Lise Prieur et ses deux enfants. Le rapport d'expertise génétique, qui démontre que le meurtrier peut fort bien être le père des jeunes victimes, n'a même pas été contesté par la défense. Le combat s'est donc engagé sur l'« état d'esprit » de l'accusé.

En prévision de cette défense, d'ailleurs, le ministère public a

fait témoigner, la semaine dernière, quelques personnes qui ont « fait la fête » avec Santerre dans les 24 heures qui ont suivi le drame. Ensemble, ils ont bu et consommé de la cocaïne dans divers bars. Aucun des témoins n'a remarqué la moindre incohérence chez Santerre. On l'a décrit comme calme et normal.

D'autre part, Me Lecours a fait ressortir, hier, que Santerre a gardé le souvenir précis de plusieurs détails du drame.

Ce soir-là, il rentre pas mal éméché à la maison. Il a bu six bières dans l'après-midi. Depuis quelques jours, dans son entourage, on le trouve sombre, dépressif.

Il prend une douche en arrivant. Puis, sans pouvoir expliquer « pourquoi », il plante un poignard dans le dos de sa femme, la tue, tue ses enfants. Il se souvient du « sang partout ». Il se souvient s'être lavé après, avoir appelé quelqu'un pour qu'il lui amène une nouvelle paire de jeans, la

sienne étant tachée de sang. Il peut dire qu'il a utilisé plus d'un couteau...

Santerre a décrit le drame comme si un double de lui-même avait commis les gestes fatals : « Je me vois en train de... », etc. Me Lecours a noté que cette façon de présenter les événements n'apparaît pas dans la déclaration que Santerre a faite à la police, le soir de son arrestation, le lendemain du drame. Il y parle à la première personne et ne semble pas le témoin de ses propres actes.

Après le drame, il court partout dans la maison, hurle « comme une bête ». Il part en automobile, après s'être changé, et s'arrête sur le bord de la route pour crier son désespoir à nouveau. Mais il ne peut mettre fin à ses jours. Il veut de la « coke », beaucoup de « coke ».

S'il est allé se défoncer dans l'alcool et la « coke », c'est qu'il avait décidé d'en finir, a dit l'accusé, hier.

Santerre s'est décrit générale-

ment comme un homme n'ayant aucune estime de soi, se dévalorisant continuellement et ayant vécu un sentiment de rejet toute sa vie.

Dans chacune de ses relations amoureuses, il s'est fait abandonner. Son premier « grand amour », a-t-il expliqué, s'est terminé quand son amie l'a laissé pour un de ses amis. Peu de temps après, il a commencé à avoir des idées suicidaires et à consommer de la « coke ». Il avait 20 ans.

Avec la cocaïne, il n'est plus timide, il est sûr de lui et n'a plus peur d'aborder les filles. Rapidement, il devient dépendant, et fait une première cure de désintoxication au début des années 80.

Guy Santerre marie Louise Prieur en juin 1984. Quelques mois après le mariage, il connaît une rechute et fait une autre cure. Au total, il fait trois rechutes durant son mariage.

« Il n'y a pas une seule fois où j'ai pris de la coke sans me dire,

avant même de commencer, que c'était pour mourir... », a-t-il dit aussi. De fait, il a fait deux tentatives de suicide en avalant des médicaments.

Pendant ce temps, il « se déteste » et se sent responsable du malheur de son épouse. Mais il surmonte ses difficultés et vit quelques années de sobriété, heureuses, dit-il, de 1985 à 1989.

Puis, en novembre 1989, l'entreprise de construction qu'il a mise sur pied avec un ami tombe à l'eau : la discorde est trop grande, Santerre a l'impression qu'il est trahi, qu'on lui « joue dans le dos ». Un échec considérable.

Il hésite par ailleurs à reprocher quoi que ce soit à son épouse — « une fille extraordinaire, souriante » — mais il admet qu'il la trouvait froide à son égard. Il aurait aimé recevoir plus d'affection de sa part, a-t-il reconnu.

Le procès, présidé par le juge John Hannan, de la Cour supérieure, se poursuit aujourd'hui.



**AUCUN ACOMPTE  
AUCUN INTÉRÊT  
NI PAIEMENT**  
Avant mars 1992  
sur achats de plus de \$250  
avec une carte Radio Shack\*  
\*avec crédit approuvé

# AUBAINES VIDEO

Un nom fiable pour mémoriser à jamais vos souvenirs les plus chers

**89900**

- Le camescope Memorex 8 mm avec mise au point et diaphragme automatiques et zoom électrique 8x
- Télécommande à infrarouge
- Insertion de titres. 16-584



Avec accessoires comprenant : Étui, alimentation, adaptateur/chargeur, bretelle et télécommande

**MEMOREX®**

Vidéocassette Kyocera 8 mm



**rabais 30%**  
**895**  
12.95

■ Cassette métal enregistre jusqu'à 120 minutes. 44-8610

Programmation instantanée d'un magnétoscope

**8995**

Le VCR Plus programme votre magnétoscope en entrant les numéros des codes du guide de télé. 151-8900

**VCR Plus+**



Télécommande de rechange  
**4995**

■ Programmée pour commander jusqu'à 4 composants de votre choix. 15-1904

Jeux vidéo d'action

**14995**

Après remise du fabricant

- Sega Genesis avec graphiques étonnants et son stéréo
- Processeur 16 bits et prise de casque stéréo. 58-1200

169.95. Recevez une remise de \$20 de Sega. Jeu non fourni.

**SEGA GENESIS**



Jeu vidéo portatif  
**19995**

Après remise du fab.

- L'action au bout des doigts avec le système portatif Game Gear
- Comprend jeu Columns 58-1201

219.95. Remboursement de \$20 de Sega avec l'achat de Game Gear.

**GAME GEAR**

Sauf mention contraire, piles/cassettes/adaptateurs ne sont pas fournis. Radio Shack dégage toute responsabilité relative aux erreurs (illustrations et texte). Une commande différée sera accordée si un article est épuisé. Nous indiquons les prix de détail réels, sans la TPS ni la TVP applicable. Magasinez plus facilement avec une carte de crédit Radio Shack.

1 9 9 1  
**MOIS de la QUALITÉ au CANADA**

**Qualité internationale**  
Radio Shack sait que la prospérité à long terme repose sur une qualité capable de rivaliser avec n'importe quel pays au monde. Ce mois-ci, joignez-vous à des millions de Canadiens pour appuyer l'engagement du Canada envers une meilleure qualité.

DIVISION INTERTAIN CANADA LTÉE

**Radio Shack®**

**La Valeur Sûre en Électronique au Canada**

Le magasin ou détaillant participant Radio Shack le plus près est dans les pages blanches. Prix en vigueur jusqu'au 24 déc. 1991.

# Les crimes d'homosexuels: peut-être un fil conducteur...

MARCEL LAROCHE

■ Pendant que les homosexuels de Montréal s'apprentent à mettre sur pied un programme de prévention visant à enrayer la violence meurtrière qui a fait au moins huit victimes au sein de cette communauté en moins de trois ans, les policiers de la CUM étudient sérieusement l'hypothèse voulant que cette série noire soit l'oeuvre démentielle d'un même groupe d'individus.

C'est d'ailleurs dans cette optique que le directeur Pierre Sangollo, officier responsable de l'Unité des crimes contre la personne de la police de la CUM, a mandaté une équipe extraordinaire d'enquêteurs, qui auront la tâche d'éplucher un à un tous les dossiers de meurtre d'homosexuels commis dans l'île de Montréal au cours des trois dernières années.

Bien qu'ils ne possèdent pour le moment aucun indice concret pour appuyer leurs soupçons, les

enquêteurs montréalais se basent sur des constatations relevées sur les différentes scènes de crime pour envisager la possibilité que ces meurtres puissent être reliés d'une quelconque manière.

L'enquête qui touche directement à au moins huit assassinats d'homosexuels qui ont trouvé la mort dans des circonstances similaires, entre le 19 mars 1989 et le 9 octobre 1991, dans le territoire desservi par la CUM, n'est évidemment pas de tout repos, ce milieu associé à toutes les couches de la société étant hermétiquement fermé.

Parmi cette impressionnante liste de victimes figurent les noms de Richard Gallant, un individu de 28 ans, originaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, retrouvé nu et égorgé, le 19 mars 1989, dans l'appartement d'un ami, au 2115 de la rue Montcalm, en plein village gai de l'est de Montréal, et de Brian Booth, un congressiste de 53 ans, originaire du Yukon, découvert sans vie dans sa chambre de l'hôtel des Gouverneurs de la

rue University, dans le centre-ville.

Quant à Gaétan Ethier, un journalier de 45 ans, il a aussi été battu et poignardé à mort, le 2 avril 1991, dans son logis du 4335, rue Saint-André, à Montréal. Robert Assaly, un rentier de 59 ans, avait également subi un sort identique, le 7 avril 1991, lorsqu'il a été retrouvé sans vie dans son appartement du 201, rue Corot, à l'île des Soeurs.

«Edward» Yong Sua, un médecin de 26 ans d'origine cambodgienne, attaché à l'urgence de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, a été retrouvé poignardé et ligoté, le 14 avril 1990, dans son appartement du boulevard de Maisonneuve, dans l'ouest de Montréal, tandis que Normand Gareau, 43 ans, représentant publicitaire pour une firme montrealaise, était mort depuis plusieurs jours quand son corps en état de décomposition a été trouvé, le 8 mai dernier, dans un sentier longeant le club de golf de l'Assomption.

Dans ce dernier cas, les policiers ont pu établir que Gareau, un individu fréquentant lui aussi le milieu homosexuel, avait été battu et poignardé à mort, vers le 27 avril 1991, dans son appartement, au 450 Est, rue Sherbrooke, à Montréal.

Les deux plus récents assassinats sont ceux de Marc Bellerive, un comptable de 33 ans égorgé et atteint d'une quarantaine de coups de couteau, en fin de soirée du vendredi 20 septembre, dans le parc Maisonneuve, près de l'Insectarium du jardin botanique, et de Pierre-Yvan Croft, un étudiant de 48 ans poignardé à mort, le soir du 9 octobre, dans un sentier du parc Jarry, dans le nord de la ville.

Les six premières victimes de cette série d'assassinats, à l'exception du congressiste Brian Booth, qui était en visite dans un chambre d'hôtel de la métropole, ont toutes été tuées à leur domicile respectif, ce qui laisse croire qu'elles «connaissaient» assez

bien leur agresseur.

L'enquête sur cette série de meurtres a été confiée aux ser-

gents-détectives Michel Provost et Jacques D'Astous, de la section des homicides de la CUM.

## Air Canada a repris ses vols vers Haïti

■ Un appareil d'Air Canada transportant près de 200 personnes, qui avait décollé de Mirabel au milieu de la journée, a atterri hier à Port-au-Prince. C'était la première fois depuis le putsch conduit par le général Cédras qu'un avion canadien se posait à l'aéroport de la capitale haïtienne. La compagnie Nationalair pourrait par ailleurs reprendre sa liaison avec Haïti à compter de dimanche.

La situation demeurant toujours passablement tendue dans la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, on imagine assez aisément que les voyageurs qui s'y sont rendus hier depuis le Canada n'allaient pas y faire du tourisme: plusieurs d'entre eux rentraient tout simplement dans leur pays tandis que d'autres allaient y rencontrer leur parenté.

L'avion d'Air Canada, transportant cette fois plus de 220 passagers, devait revenir à Mirabel au cours de la soirée d'hier.

Un avis consulaire émis hier matin, a indiqué une agente d'information du ministère des Affaires extérieures du Canada, Nicole Martel, incitant les ressortissants canadiens encore présents en Haïti et n'ayant aucun motif sérieux d'y demeurer de quitter le pays. Environ 12 conjoints ou conjoints et enfants des employés consulaires canadiens devraient ainsi regagner le Canada dès qu'ils en auront la possibilité.

Quelque 300 autres Canadiens toujours présents en Haïti ont par ailleurs signalé à l'ambassade canadienne à Port-au-Prince qu'ils souhaitaient quitter le pays. On

sait que plus de 2000 Canadiens, en grande majorité des missionnaires membres de communautés religieuses féminines et masculines ou des coopérants, sont à l'oeuvre en Haïti.

Selon des informations reçues hier à Montréal, un certain nombre de citoyens ayant fui Port-au-Prince depuis le coup d'état et s'étant réfugiés dans les montagnes voisines ont regagné la capitale. «Les gens reviennent à la ville petit à petit», a-t-on précisé.

Entre-temps, Jean-Jacques Honorat, qui a été désigné premier ministre en remplacement de René Préal, a déclaré publiquement que la sécurité était assurée en Haïti et a demandé à ses concitoyens d'abandonner tout esprit de vengeance. Mais le couvre-feu nocturne est maintenu.

Invitée à préciser l'ampleur des sanctions imposées à Haïti par le gouvernement du Canada, la représentante du ministère des Affaires extérieures a répété ce que contient déjà la résolution adoptée par l'Organisation des États américains (OEA). Elle a ainsi insisté sur le fait que tout approvisionnement en pétrole et en armes est interrompu.

## LE CHANTECLER

**RÉSERVEZ VOTRE WEEK-END**

**Chambre à 79\$**



**WESTERN**  
25-26 octobre



**MEURTRE & MYSTÈRE**  
1-2 novembre



**DÉGUSTATION GIBIER**  
15-16 novembre

**Montréal sans frais 393-8228**



T.P.S. en sus

## Mais dans La Presse évidemment!



Pour accumuler rapidement et facilement un très grand nombre de Multi-Points, empresses-vous de rechercher tous les jours les quatre codes Multi-Points de La Presse. C'est notre façon à nous de souligner l'intérêt que vous nous portez quotidiennement. Plus vous accumulerez de points, plus vite vous comprendrez jusqu'à quel point c'est enrichissant de lire un quotidien qui vous permet de réaliser autant d'économies sur une foule d'articles du catalogue Multi-Points. Mais dépêchez-vous... Les codes ne sont valables que pour une durée de 24 heures, point!

**La Presse**

**LIRE LA PRESSE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI EXCITANT!**







Pour en savoir davantage sur le Club Multi-Points, composez, à Montréal, le 251-8688 ou sans frais, le 1-800-563-8688

# le rhume les douleurs arthritiques la fièvre la grippe le mal de tête... on est contre!

Tout le monde sait qu'Aspirin vous débarrasse très rapidement du mal de tête. Mais Aspirin est aussi vraiment efficace contre la fièvre, les malaises dus au rhume et à la grippe, les douleurs causées par l'arthrite, les maux de dos et les douleurs musculaires.

Aucun autre analgésique ne vous soulage mieux. Vous pouvez vous fier à Aspirin pour vous soulager rapidement de toutes sortes de douleurs.

Nous sommes tellement convaincus qu'Aspirin vous aidera à vous débarrasser de tous ces malaises que nous vous offrons un rabais de 50 cents si vous achetez Aspirin dès maintenant.

50¢

Bon de magasin

Voici 50¢ pour acheter Aspirin®

(format 50 ou plus)

50¢

J'aimerais figurer sur la liste d'envoi de bons d'Aspirin:  oui  non

Nom

Adresse

Ville

Province  Code postal

Mon analgésique habituel est:  Aspirin®  Tylenol®  
(cochez un ou plusieurs)  Autres (spécifiez)

J'utilise un analgésique pour me soulager de: (cochez un ou plusieurs)

les gros maux de tête  
 la fièvre  
 les douleurs musculaires  
 les maux de tête légers ou modérés  
 les autres (spécifiez)

le rhume/la grippe  
 les douleurs arthritiques  
 les douleurs menstruelles



Au détaillant: sur présentation de ce bon par votre client(e) lors de l'achat d'Aspirin (format 50 ou plus), nous vous remboursons 50¢ plus les frais de manutention. La demande de remboursement pour toute autre raison pourrait constituer une fraude et, à notre gré, les bons ainsi présentés seront déclarés nuls. La demande de remboursement ne sera acceptée que par les détaillants agréés. Ce bon devient notre propriété lorsque présenté pour remboursement. Pour remboursement, postez à Sterling-Winthrop Inc. C.P. 3000 Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) E2L 4L3. Expiration: le 31 décembre 1992. Offre limitée à un seul bon par achat. Le crédit de TPS est compris dans la valeur nominale du bon d'achat, le cas échéant.

\*\*Marque déposée

LE MAL DE TÊTE *on est contre!*



# Les enfants de moins d'un an sont-ils trop jeunes pour aller en garderie?

MARTHA GAGNON

Un chercheur américain, Jay Belsky, affirme qu'un enfant d'un an ou moins qui est gardé à l'extérieur de son foyer pendant une vingtaine d'heures par semaine, peut souffrir d'insécurité et de difficultés dans son développement.

C'est ce que révèlent les études de ce professeur de Pennsylvanie

qui, depuis quelques années, soulève la controverse sur son passage. M. Belsky était l'invité de l'Association des services de garde du Québec qui tenait hier une journée de réflexion sur les garderies.

Les recherches de M. Belsky démontrent que l'âge de l'enfant est un facteur important pour évaluer les effets des services de garde. Selon lui, la fréquentation d'une garderie en très bas âge

peut avoir des conséquences néfastes sur le développement futur de l'enfant.

Doit-on fermer les pouponnières dans les garderies? A quel âge un enfant est-il prêt à se faire garder en dehors de son foyer? Des questions auxquelles M. Belsky s'abstient de répondre. En tant que chercheur, il n'a pas à juger ou à prendre parti. Il tient cependant à dire aux parents et aux éducateurs qu'il y a des risques à faire garder un bébé à l'extérieur de la maison.

«Je ne dis pas que seules les mères doivent s'occuper des enfants, je dis seulement qu'il faut prendre ces études au sérieux. La qualité des services de garde et l'âge de l'enfant sont des facteurs importants.»

D'après ces recherches, les enfants qui ont vécu la garde intensive, vingt heures par semaine ou plus, en très bas âge ressentent davantage d'insécurité que les autres, ils sont souvent plus agressifs et colériques. Ils semblent incapables d'éviter les conflits.

A ceux qui soutiennent que les enfants des garderies se développent plus rapidement que les autres, le chercheur répond: «L'accélération du développement n'est pas nécessairement une bonne chose. Aujourd'hui, on met surtout l'accent sur l'indépendance, l'autonomie et la réussite. On oublie les liens affectifs. Avant, on considérait l'enfant comme un être vulnérable que l'on traitait comme une poupée de porcelaine, tandis que mainte-

nant, on veut qu'il soit autonome et s'endurcisse rapidement. La réalité devrait se situer entre ces deux extrêmes.»

Des commentaires qui ont soulevé un débat dans l'auditoire. Certains éducateurs déplorent qu'on ne laisse plus les enfants jouer dans les garderies. «On ne parle plus que de projet éducatif. On attend des enfants qu'ils réalisent des performances. Or, il faudrait leur laisser vivre leur enfance en leur procurant le bien-être affectif et émotif», faisait remarquer l'un d'eux.

Les études de M. Belsky portent uniquement sur les services de garde américains qu'il critique sévèrement. «Les services sont médiocres dans leur ensemble. Le roulement de personnel est énor-

me». De plus, les mesures sociales sont déficientes, par exemple il n'y a aucun congé parental.

M. Belsky affirme que les conclusions de ses recherches dérangent plusieurs personnes qui mettent en doute leur valeur. A son avis, la raison est qu'on ne veut pas «culpabiliser les mères, premières responsables de l'éducation des enfants».

Selon le chercheur, si on ne dispose pas des ressources financières et humaines pour offrir des services de garde de qualité, il faut s'attendre à ce que cela ait des effets sur le développement futur des enfants. «On doit faire peur aux politiciens», dit-il. Pour M. Belsky, une mauvaise garderie représente autant de danger qu'une mauvaise école.

En Suède, où les services de garde sont bien organisés et où les parents bénéficient de mesures de soutien, les recherches ne donnent pas les mêmes conclusions. Il n'y a aucune différence entre le comportement des enfants qui restent à la maison et ceux qui fréquentent la garderie.

## cégep

(enseignement régulier, le jour)

**LE 1er NOVEMBRE 1991**

est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la

**SESSION «HIVER 1992»**

dans l'un des cégeps suivants:

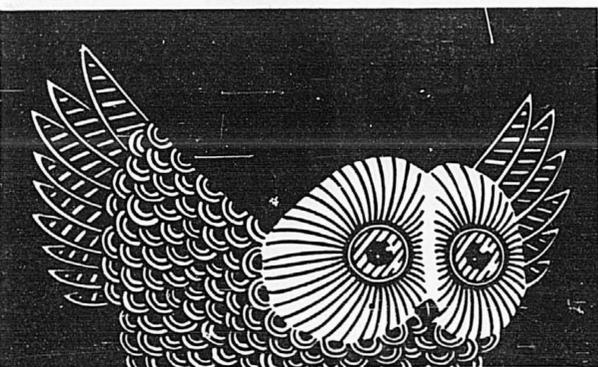
Ahuntsic  
André-Laurendeau  
de Bois-de-Boulogne  
Drummondville  
Édouard-Montpetit  
Granby  
John Abbott  
Joliette  
De Lanaudière  
Lionel-Groulx  
Maisonnette  
Montmorency  
Outaouais  
Rosemont  
Saint-Hyacinthe

Saint-Jean-sur-Richelieu  
Saint-Jérôme  
Saint-Laurent  
Shawinigan  
Sherbrooke  
Sorel-Tracy  
Trois-Rivières  
Valleyfield  
Victoriaville  
Vieux Montréal  
Institut de technologie agro-alimentaire  
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Pour obtenir les formulaires, veuillez vous adresser à l'un de ces cégeps ou au:



service régional d'admission du Montréal métropolitain  
C. P. 1100, Succursale Youville  
Montréal (Québec) H2P 2W3  
Tél.: (514) 271-2454



3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4  
Téléphone: (514) 526-2501 • Fax: 526-9192

### LES ALTERNATIVES AUX PRODUITS DOMESTIQUES COURANTS - I

Pour savoir comment remplacer ou utiliser de façon sécuritaire certains produits domestiques nocifs ou dangereux tels les détergents, les poudres à récurer, les désinfectants, etc., de même que pour aiguiser son sens critique à l'égard des produits et des recettes «écologiques» proposées aux consommateurs.

Un atelier destiné à tous ceux et celles qui désirent être en mesure de faire des choix judicieux en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

Date: 21 octobre, de 19h30 à 22h30  
Coût: 25,00 \$

### UNE FORMATION OBJECTIVE ET PRATIQUE

#### INTRODUCTION À L'ASSAINISSEMENT ET À LA SÉCURITÉ (260-103-85)

Un cours de niveau collégial permettant d'acquérir des fondements de la théorie environnementale tout en se familiarisant avec le vocabulaire et les techniques propres à l'assainissement, l'écologie, la toxicologie, l'épidémiologie et l'hygiène du travail.

Ce cours s'adresse à tous ceux et celles qui s'intéressent à la protection de l'environnement ou qui désirent éventuellement assumer des responsabilités dans ce domaine.

Durée: 45 heures  
Dates: tous les mercredis du 23 octobre au 20 novembre ainsi que les samedis 26 octobre, 9 novembre et 23 novembre  
Coût: 195,00 \$

À noter: Ce cours est le premier d'une série pouvant mener à l'obtention d'une attestation d'études collégiales en environnement.

De plus, nous offrons des cours spécifiques au MILIEU SCOLAIRE (S.I.M.D.U.T., environnement, ...). Informez-vous au 526-2501

## Il faut un effort collectif pour combattre la faim

Dans un discours prononcé vendredi dernier à Montréal lors de la Conférence internationale sur la «faim insoupçonnée», le directeur de l'Unicef, James P. Grant, a souligné l'urgence d'une plus grande coordination entre les gouvernements, les services communautaires, l'industrie alimentaire et l'Organisation mondiale de la santé pour vaincre la faim dans les villes.

Aujourd'hui, Journée mondiale de l'alimentation, le Comité-Québec sur la faim entend mettre l'accent sur «l'engagement social» de tout le monde, et non des seuls organismes communautaires.

La faim relevant de la pauvreté, la question ne saurait être résolue sans une politique de mise sur pied de projets de partenariat, de campagnes de souscription, de développements communautaires, de coalitions qui visent à instaurer la sécurité alimentaire.

Gisèle Leblanc, vice-présidente du Comité-Québec, rappelait, hier, qui sont les pauvres du Québec:

- 700 000 personnes qui dépendent de l'aide sociale;
- des personnes âgées, des femmes divorcées sans emploi (274 000 familles monoparentales), des travailleurs au salaire minimum;
- des personnes handicapées physiquement ou mentalement (7 000 individus), très souvent laissées à elles-mêmes;
- 436 000 chômeurs dans l'ensemble du Québec, où le taux de chômage est de 12 p. cent (il est de 13,4 p. cent à Montréal);
- près d'un demi-million de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté à Montréal.

Le Comité-Québec, qui relève de la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, estime que la désintégration sociale de plusieurs quartiers de la métropole et de plusieurs régions du Québec (19 p. cent de chômage en Gaspésie), l'effarante montée de naissances d'enfants de petit poids, qui risquent de souffrir de retards de croissance, devraient être des indices suffisants pour inciter toutes les organisations du Québec à quitter le cercle des colloques professionnels et universitaires. Il faudrait, selon elle, mettre sur pied un partenariat sur l'engagement social, la lutte contre la faim et le combat pour l'emploi.

«De moins en moins de gens participent à la vie collective, précise Gisèle Leblanc, parce que de plus en plus, ces personnes se sentent marginalisées, même dans leurs quartiers. Il faut que les gens soient renseignés sur la faim d'ici.»

Mme Leblanc est directrice d'une des 340 banques ou comptoirs alimentaires de Montréal, le Garde-Manger pour tous, qui fournit 10 000 repas pas mois.

Depuis l'application de la réforme de l'aide sociale (loi 37), les soupes populaires ont connu une augmentation de clientèle de 30 p. cent.

Moisson Montréal, qui distribue les surplus des chaînes alimentaires, est présentement incapable de répondre aux besoins d'une centaine d'organismes populaires en attente de dons.

# Les invraisemblances d'un téléphone



C'est tout ce que vous coûte le téléphone quand vous vous abonnez au réseau Cantel pour 3 ans à 24,95 \$ par mois.

Un prix invraisemblable mais vrai! Vous choisissez un appareil parmi notre vaste gamme de téléphones de marque comme: Audiovox, Motorola et Nokia, pour la voiture. Vous ne payez que 9,95 \$ par mois. Vous obtenez même gratuitement 30 minutes de temps d'utilisation, chaque mois, pendant trois ans! C'est 1 080 minutes!

Une occasion invraisemblable mais vraie!  
Voici ce que ça vous coûte et ce que vous obtenez:

	Frais mensuels de location du téléphone	Frais mensuels d'abonnement au réseau	Coût mensuel total
Valeur totale de l'offre	21,95 \$	24,95 \$*	46,90 \$
La part de Cantel - Ce que vous économisez	12 \$	-	12 \$
<b>Vous ne payez que</b>	<b>9,95 \$</b>	<b>24,95 \$</b>	<b>34,90 \$</b>

\*Inclut, gratuitement, 30 minutes par mois de temps d'utilisation, pendant trois ans, l'installation et l'antenne (valeur: 158,95 \$). Facturation détaillée gratuite pour deux mois (valeur: 7 \$). Service de messagerie mobile gratuit pour deux mois (valeur: 10 \$). Le temps d'utilisation supplémentaire coûte d'abord 50¢ la minute et décroît avec l'usage jusqu'à 25¢ la minute, les 12 premiers mois. Pour les deux années subséquentes, le temps d'utilisation supplémentaire coûte 50¢ chaque minute. Des rabais de 33 1/3 % en périodes hors pointe s'appliquent également. Les prix de ce tableau sont ceux d'un contrat global pour certains téléphones fixes de voiture. Une gamme de téléphones portatifs de marques comme Panasonic, Nokia et Mitsubishi sont également offerts en location à partir de 16,95 \$ par mois.

Cette offre est si invraisemblable que vous devriez agir dès aujourd'hui!

L'offre est en vigueur pour une période limitée seulement au Québec et en Ontario. Un paiement anticipé de 100 \$ sera exigé et s'appliquera à votre première facture, vous libérant des frais de permis du système et des frais de mise en service. Cette offre est soumise à l'approbation du CRIC et à une approbation de crédit.



En action pour les gens qui bougent™

### CENTRES DE SERVICE CANTEL

- Centre-ville Montréal  
Radcel .....(514) 875-9512  
770, rue Notre-Dame Ouest  
Drummondville  
Rogers Centre de service  
Cantel .....(819) 478-0851  
1555, boul. Lemire  
Laval  
Rogers Centre de service  
Cantel .....(514) 682-2640  
3354, boul. St-Martin Ouest  
St-Hubert  
Nedco .....(514) 676-3963  
3399, boul. Taschereau

- St-Laurent  
Rogers centre de service  
Cantel .....(514) 738-3833  
6315, Côte de Liesse  
Métropolitain  
Rogers Centre de service  
Cantel .....(514) 257-8826  
5954, boul. Métropolitain Est
- ProCell**  
LES PROFESSIONNELS DU CELLULAIRE
- Solution Cellulaire II, Montréal .....(514) 733-0000  
Pélon Distribution Ltée,  
Montréal .....(514) 993-1666  
Radio d'Autos Félix Inc.,  
Carignan .....(514) 658-5241  
Communications Chantell,  
St-Jérôme .....(514) 438-1332

- Les systèmes de télé-communications .....(514) 591-5508  
National Experts Ltée, Boucherville  
Multicell, St-Laurent .....(514) 727-CELL
- CANTTEL** AGENT AGRÉÉ
- Montréal  
Cellularand Canada inc. ....(514) 278-1873  
Vitro Plus Inc. (1985) .....(514) 598-5214  
La cabine téléphonique .....(514) 731-1818  
Communications Anjou .....(514) 654-7400  
Dollard-des-Ormeaux  
Auto Studio .....(514) 684-4218  
Aurion  
Radio d'Auto N. Longtin Inc. ....(514) 455-7362  
Laval  
Radio d'Auto Chomedey Inc. ....(514) 669-6711  
Laval Inc. ....(514) 622-6307  
Laval Cellulaire Cie .....(514) 682-9911

- Option Cellulaire Enr .....(514) 661-0122  
Auto Kit Inc .....(514) 967-7499  
Longueuil  
Cellulaire Métropolitain Enr .....(514) 651-5713  
Pointe-aux-Trembles  
Communications M.S. Inc. ....(514) 645-9271  
Bomar Cellulaire Inc. ....(514) 722-2555  
Repentigny  
Communications Réguy Inc. ....(514) 581-4666  
St-Bruno  
ITS Communications Inc. ....(514) 866-3613  
St-Jean-sur-le-Richelieu  
L.A. Communication Inc. ....(514) 347-0660  
Greenfield Park  
Rive Cell .....(514) 466-4123  
Terrebonne  
Cell Express Inc. ....(514) 964-1964  
Valleyfield  
Radio d'Auto Valleyfield Inc. ....(514) 371-0931

### DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS

#### AVIS DE CORRECTION

Les illustrations des articles 11 et 12 en page 14 de notre circulaire en vigueur jusqu'au 19 octobre 1991 ne sont pas les bonnes. Les numéros de catalogue, les descriptions et les prix de deux lits de bébé sont toutefois exacts, et vous trouverez les illustrations de ces articles en page 252, article 7, et en page 253, article 1 du catalogue automne-hiver.

Veuillez accepter nos excuses pour les inconvenients que cette situation a pu causer.

# Les parents des malades mentaux sont épuisés et réclament de l'aide sociale

## Le Congrès de réadaptation psychosociale saisi de la question

JEAN-PIERRE BONHOMME

Beaucoup de jeunes malades mentaux gravement atteints, au Québec, n'ont jamais été hospitalisés à cause de la désinstitution (la fermeture d'hôpitaux psychiatriques) dans les années 70, et les familles vieillissantes qui les hébergent aujourd'hui sont épuisées par la tâche. L'État, qui avait promis son aide, dans ce domaine de la «réadaptation psychosociale», comme en plusieurs autres, n'arrive pas encore à répondre aux besoins.

Ce constat a été fait hier au grand congrès de l'Association mondiale pour la réadaptation psychosociale; il a été exprimé dans un «atelier» bondé qui portait sur «les programmes de répit aux familles».

Le Congrès réunit à Montréal 1100 psychiatres, psychologues et travailleurs sociaux de tous genres. L'Association a été fondée en France il y a quatre ans. Son président international, le Dr Gaston Harnois — l'auteur du rapport qui porte son nom et qui a donné naissance à la Politique de santé mentale du Québec, en 1989 — manifestement débordé, n'attendait que 800 participants.

Les travailleuses sociales Diane Gauthier et Françoise Vien, par exemple, ont reconnu que le Québec, à la suite du rapport Harnois, a mis sur pieds un programme original de soutien aux malades non-hospitalisés, celui dit «du répit» notamment, mais elles ont souligné qu'il est fort modeste. Le Québec accuse selon elles, en cette matière d'aide semi-bénévole aux familles, un retard sur les États-Unis.

En réalité il est vraisemblable de croire, ont-elles indiqué, que moins de cinq p. cent des familles accueillant un malade mental gravement atteint, bénéficient des nouveaux programmes.

Les programmes «de répit» ont fait l'objet d'un examen. Ils permettent aux familles enfermées dans leur situation de gardiennage d'avoir recours à des services de bénévoles. Ceux-ci sont encadrés par une Fédération québécoise d'associations de parents et amis (du malade); ils prennent temporairement charge du malade pour libérer les membres des familles qui sont fréquemment des septuagénaires; dans certains cas, les membres des familles n'ont jamais connu, en vingt ans, un moment de liberté.

### 32 millions promis

Le Dr Gaston Harnois a signalé hier, en aparté, que l'aide gouvernementale, pour tout ce domaine du «développement» de l'aide hors institution ne dépasse pas trois millions. Le Québec compte actuellement une vingtaine d'associations de parents; celles de Montréal, les plus nombreuses, ne reçoivent que 230 000 \$ pour leur activités d'encadrement.

### Répit fort modeste

Les intervenants ont expliqué que 15 000 familles québécoises accueillent actuellement, en leur sein, des psychotiques gravement atteints, dont des schizophrènes, et que peu de ressources sont mises à leur disposition pour les aider à vivre cette douloureuse expérience.

Le Dr Harnois a rappelé que le gouvernement du Québec avait promis d'accorder 32 millions en dix ans pour mettre en application les principes de sa politique portant spécifiquement sur la réadaptation. «Si on mettait ces principes en application, a-t-il lancé, on irait loin...».

Les psychiatres qui sont intervenus hier n'ont pas préché pour un retour à la réinstitution en hôpitaux psychiatriques. Au contraire. Le Dr Francisco Pinero, directeur du service psychiatrique de l'Hôpital général de Sherbrooke, s'est formellement opposé à la reconstitution de ces «ghettos».

Il a souligné qu'il n'y a jamais eu d'hôpital psychiatrique dans sa ville, et que 90 p. cent des sept cents malades graves de sa région sont en liberté. Ils bénéficient là, par contre, de services divers, dont une quarantaine de lits dans l'hôpital ordinaire pour des séjours de réajustement. «Il est prouvé chez nous, a conclu le Dr Pinero, qu'on peut avantageusement remplacer les hôpitaux psychiatriques».

# AVENTURE ELECTRONIQUE

Le Futur est Aventure

Découvrez l'univers d'Apple®  
Concessionnaire autorisé

## Ensemble Macintosh Classic<sup>md</sup> et imprimante StyleWriter<sup>md</sup>

**ORDINATEUR**  
• 2 Mo de mémoire vive • Disque dur interne 40 Mo Apple<sup>md</sup>  
• Lecteur de disquettes SuperDrive<sup>md</sup> 1,4 Mo  
• Clavier et souris

**IMPRIMANTE**  
• Format de papier: lettre, légal, A4 et enveloppe #10  
• Alimenteur automatique 50 feuilles  
• Alimentation manuelle • Marge minimum de 0,25 po.



**SEULEMENT 2049\$**

Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer, Inc. Macintosh Classic, StyleWriter et SuperDrive sont des marques de commerce de Apple Computer, Inc.

**MONTRÉAL EST**  
4550 Métropolitain Est  
St-Leonard Tel. 722-3150

**RIVE NORD**  
Centre Décor 440 à Laval  
Tel. 686-2956

**RIVE SUD**  
8100 Boul. Taschereau  
Brossard Tel. 923-8100

**MONTRÉAL OUEST**  
Centre Décor Décarie  
Tel. 733-6900

**JOLIETTE**  
Les Galeries de Joliette  
Tel. 752-1255

**SOREL**  
Les Promenades de Sorel  
Tel. 746-4736

# DES PRIX PLUS BAS... QUE L'AUTRE CÔTÉ DE LA FRONTIÈRE...!



PARCE QUE SEUL UN PRIX DE GROS EST UN PRIX D'AUBAINE!

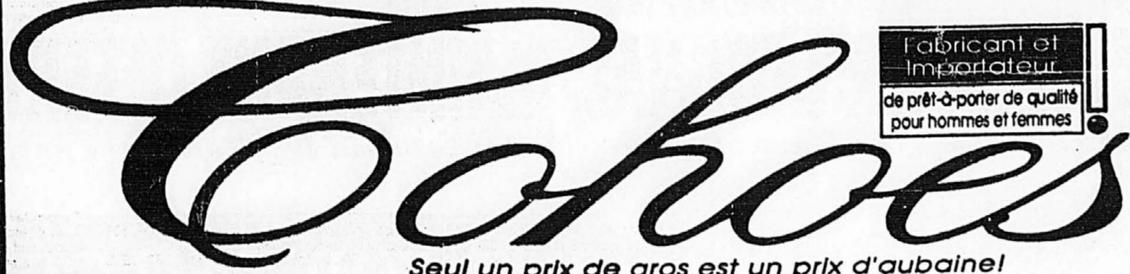
### POUR DAMES

<b>CHANDAILS DE CHEVILLE</b> *ord. 65\$	<b>30\$</b>	<b>BLOUSES DE CHIFFON</b> A pois et à manches longues & avec empiècements de couleurs *ord. 55\$	<b>20\$</b>	<b>BLOUSES DE FANTAISIE</b> De marques renommées *ord. 80\$-120\$	<b>32\$</b>
<b>JUPES</b> 100% Laine et gabardine entièrement doublées *ord. 95\$	<b>30\$</b>	<b>PANTALONS</b> 100% Laine et gabardine entièrement doublées *ord. 110\$	<b>36\$</b>	<b>CHANDAILS EN GROS TRICOT</b> 100% coton *ord. 80\$	<b>20\$</b>
<b>ENSEMBLES SPORT DE COTON COORDONNÉS</b> 100% Coton par Navaho *ord. jusqu'à 80\$	<b>12\$-16\$</b>	<b>BLOUSES 'TUNIQUE'</b> Longues avec motifs brodés et perlés *ord. 60\$	<b>20\$</b>	<b>PANTALONS FUSEAU</b> Tricot de lycra et coton - choix d'imprimés et tons unis *ord. 30\$	<b>6\$-10\$</b>
<b>CHANDAILS 40% ANGORA</b> Encolure en V *ord. 70\$	<b>22\$</b>	<b>CHANDAILS DE MOHAIR</b> *ord. 80\$	<b>28\$</b>	<b>CAMISOLE DE SOIE ET BUSTIERS</b> 100% SOIE *ord. 35\$	<b>\$18</b>

### POUR HOMMES

<b>VESTONS SPORT</b> Mélange de laine - Entièrement doublés *ord. 100\$	<b>16\$</b>	<b>PANTALONS SPORT</b> Avec garniture de cuir - 100% sergé 7 coton *ord. 55\$	<b>18\$</b>
<b>CHEMISES DE VELOURS CÔTELÉ</b> Avec pantalons coordonnés - côtelé à rayures fines *ord. 50\$-65\$	<b>18\$</b>	<b>CHEMISES SPORT</b> Manches longues, avec empiècements de couleurs et imprimés *ord. 45\$	<b>20\$</b>
<b>CHEMISES SPORT</b> 100% Sergé coton *ord. 45\$	<b>18\$</b>	<b>CHANDAILS PAR MOVADO</b> *ord. 120\$	<b>38\$</b>
		<b>PANTALONS DE VELOURS CÔTELÉ</b> *ord. 55\$	<b>12\$</b>
		<b>SOUS-VÊTEMENTS «BOXER»</b> 100% SOIE *ord. 40\$	<b>12\$</b>

\*prix de vente suggéré par la concurrence



Seul un prix de gros est un prix d'aubaine!

**CENTRE-VILLE**  
Les Promenades de la Cathédrale, 982-2454  
36 St. Catherine O. 875-2091  
409 Notre Dame O., 849-1341 (OUVERT DIMANCHE)

**NORD**  
1787 St. Martin O. 682-7424 - LAVAL  
Centre de rabais Le Bazar, 334-6410  
ST. LAURENT

**RIVE SUD**  
Mall Carnaval, 999 Taschereau, 671-0041

**GATINEAU**  
Les Promenades de l'Outaouais

**EST**  
Centre commercial Pl. Versailles, 355-8410  
SU-PÈRE PLAZA  
5940 boul. des Grandes Prairies, 328-9233

**QUEST**  
Centre commercial Côte St. Luc, 489-3807  
Complexe Pointe Claire (juste à côté de Maxi) 630-1022  
Carrefour Angrignon - 363-1437

## MODÈLES 92 = PRIX 91 GRANDE AUBAINE

<b>JEEP LAREDO 1992</b> NO DE STOCK 6596 Boîte manuelle, 6 cyl., 4 litres Prix 20422\$ Rabais 750\$ ou financement à 8,9% <b>19672\$</b>	<b>EAGLE TALON 2 WD 1992</b> NO DE STOCK 6577 Boîte manuelle Prix 16073\$ Rabais 500\$ ou financement à 8,9% <b>15573\$</b>
<b>EAGLE SUMMIT 1992</b> NO DE STOCK 6599 4 portes, boîte manuelle Prix 10920\$ Rabais 600\$ ou financement à 8,9% <b>10320\$</b>	<b>EAGLE 2900 GTX</b> NO DE STOCK 6581 4 portes, automatique Prix 14388\$ Rabais 750\$ ou financement à 8,9% <b>13638\$</b>

**L-AREAU** **Jeep** **Eagle** **VOTRE CONCESSIONNAIRE DU CENTRE-VILLE**

1824, rue Sainte-Catherine Ouest 937-7785/937-9551

Entrez dans une nouvelle ère de possibilités CAO.

AutoCAD® EXPO et les séminaires d'information ne manqueront pas de vous aiguiller dans la bonne direction.

Vous y verrez les plus récentes technologies en équipement et logiciels dans des domaines tels que :

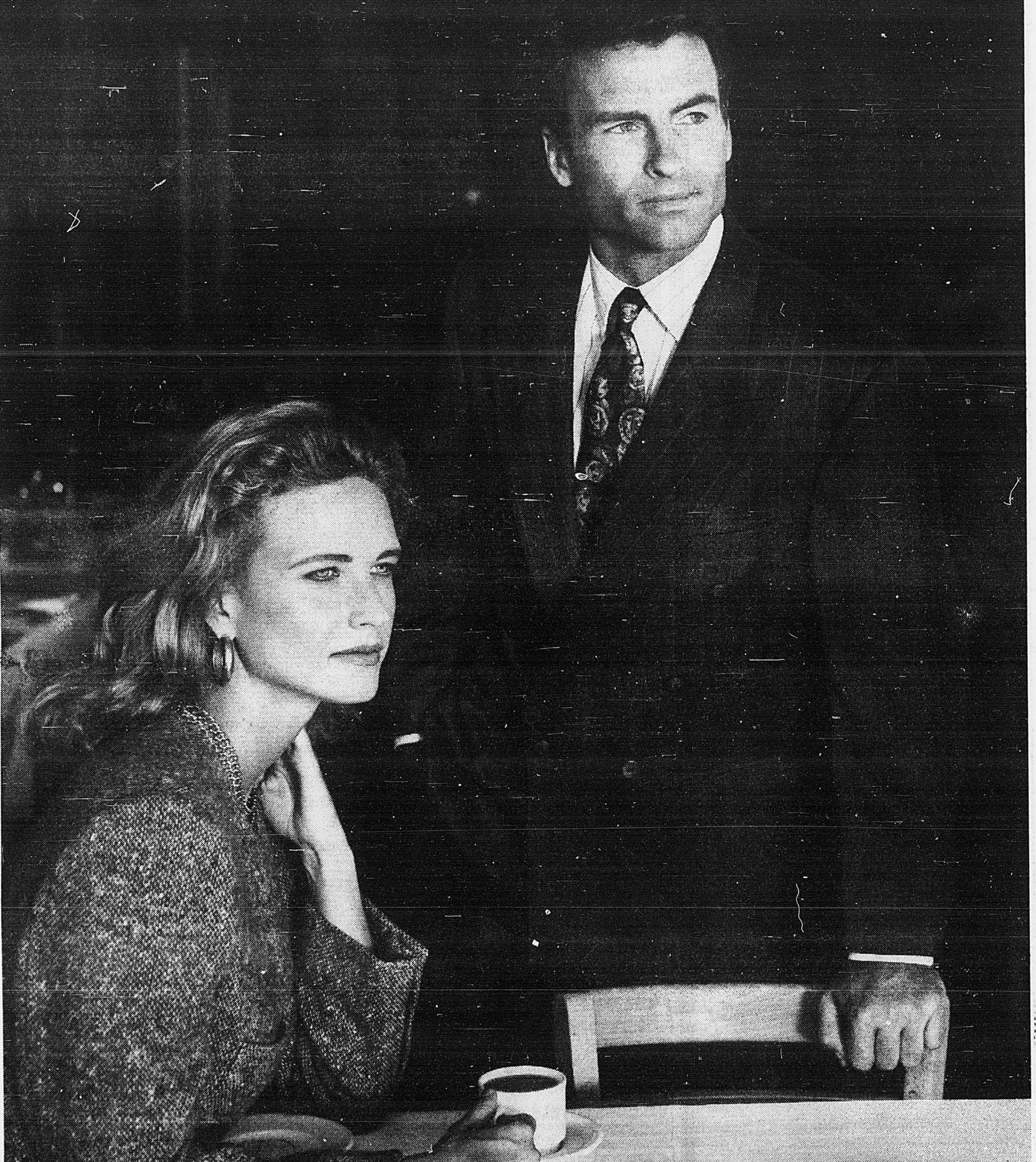
- Architecture
- Ingénierie civile et structurelle
- Systèmes d'information généralisés (GIS)/projection
- Multimédias
- Systèmes de traitement « pipeline »



**AUTOCAD EXPO CANADA**  
UNE SOLUTION CAO INTÉGRÉE

**AUTOCAD EXPO DE MONTRÉAL - JEUDI, LE 24 OCTOBRE 1991**  
Début des inscriptions : 7h15  
Séminars : de 8h15 à 18h15  
Le Grand Hôtel, 777, rue Université, Montréal (Québec)  
Pré-inscription 10,00 \$ - Inscription sur les lieux 15,00 \$  
Pour plus d'informations et pour vous inscrire, composez le 1-800-263-3594

# TIP TOP



**ÉCONOMISEZ PLUS DE 100 \$ SUR N'IMPORTE QUEL DE NOS COMPLETS CLUB INTERNATIONAL, MAINTENANT OFFERTS À 269<sup>99</sup>\$ SEULEMENT.**

*Nouveaux complets Club International pure laine pour l'automne, de style croisé ou à simple boutonnage. Prix orig. 375 \$, maint. 269<sup>99</sup> \$.*

**TIP TOP TAILORS**  
FONDÉE EN 1909

*Votre satisfaction est garantie ou votre argent vous sera remis. Si n'importe quel vêtement de Tip Top Tailors ne répond pas à vos attentes, nous ferons le nécessaire afin d'assurer votre entière satisfaction.*

*Non disponibles chez - Carrefour Langlier*

# Pagé fait fi de la volonté des parents, selon le PQ

## L'admission à l'école devrait être au contraire devancée, affirme Gendron

**DENIS LESSARD**  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

quatre ans ont fait l'objet d'une « dérogation » du ministre de l'Éducation pour entrer à l'école avant six ans, ont des résultats scolaires « très très positifs », a reconnu hier le ministre de l'Éduca-

tion, M. Michel Pagé. Mais ce dernier continue de croire qu'il faut se demander si les élèves québécois n'entrent pas trop jeunes en première année.

Hier à l'Assemblée nationale, interrogé par l'ancien ministre péquiste François Gendron, M. Pagé a souligné que « l'âge d'admission à l'école a un impact direct sur la capacité d'un élève de cheminer dans les programmes réguliers ». Pour M. Gendron en revanche, M. Pagé s'engage dans une voie diamétralement opposée à ce qui est réclamé par les parents, en proposant d'avancer plutôt que de repousser la date d'anniversaire limite pour l'entrée dans le réseau scolaire.

Actuellement, il faut avoir six ans révolus avant le 1er octobre pour être admissible à la rentrée du mois de septembre. Le ministre Pagé a évoqué récemment la possibilité de l'avancer en mai.

Selon M. Pagé, les études démontrent que plus l'écarter entre jeune à l'école plus ses risques d'échec scolaire augmentent. Un suivi de la « cohorte » de 1974-1975 montre que les enfants nés entre janvier et avril courent deux fois moins de risques de prendre du retard scolaire.

Cette donnée est d'autant plus importante quand on sait que 80 p. cent des décrocheurs se retrouvent justement chez ceux qui ont pris du retard (qui ont doublé au moins un an).

En revanche les étudiants qui ont fait l'objet d'une dérogation

présentent des résultats scolaires très enviables, au moins comparable à la moyenne, a avoué M. Pagé, qui souligne toutefois que toutes ces dérogations s'étaient faites sur la recommandation de psychologues. Tout ce que ces études contradictoires montrent c'est que « lorsqu'un enfant entre quand il est prêt, il n'a pas d'échec », résumera M. Pagé.

Pour le député Gendron, toutefois, c'est avant tout l'impact financier de cette mesure qu'avait à l'esprit M. Pagé quand il a lancé l'hypothèse de porter la date d'octobre à mai. Québec épargnerait ainsi entre 800 millions et 1,2

milliard sur 12 ans, la durée d'un cycle secondaire.

« Le devancement de la date limite d'anniversaire va contre tout ce qui se fait ailleurs. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ont repoussé à décembre », a déclaré M. Gendron.

Le député Gendron accuse le ministre de faire une lecture sélective de l'étude menée à son ministère par Mme Danièle Maisonneuve. Ceux qui sont entrés jeunes dans le système scolaire, sont les plus nombreux à obtenir un diplôme de secondaire V, souligne M. Gendron.

UNE AUTRE PRODUCTION SIGNÉE LES SALONS DES SPORTSMEN

**SALON DU SKI DE MONTRÉAL**

**OUVERTURE DEMAIN!**  
17 au 20 OCTOBRE  
PLACE BONAVENTURE

Jeu. et ven.: 15h à 21h30 Sam.: 10h à 21h30 Dim.: 10h à 18h

ENSEMBLE, NOUS OFFRONS UNE BOUFFÉE DE PLEIN AIR  
Des sommes totalisant plus de 25 millions \$ ont été consacrées, par Les Salons des Sportsmen, à des sociétés sans but lucratif vouées à la préservation de notre environnement.

Entrée: Adultes 8 \$. Étudiants et troisième âge 6,50 \$. Enfants (6-11 ans) 4 \$.  
Gratuit pour les moins de 6 ans.

Taxes incluses  
Salons Nationaux des Sportsmen au Canada (1989) Ltée.

**ARGENT DISPONIBLE**  
Problèmes de liquidités, d'expansion?  
Compagnies établies seulement.

Finance Rapide Cie Ltée  
342-4488

PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS LA PRESSE

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant:

**63551373**

Si non, composez, à Montréal, le 251-8688 ou, sans frais, le 1 800 563-8688.

CLUB Multi points

Il est strictement interdit de reproduire (par tout moyen) les codes du CLUB MULTI-POINTS. Seuls les partenaires autorisés peuvent les reproduire. Les contrevenants seront poursuivis. © 1991 La Groupe Vidéotron Inc. «Tous droits réservés»

**THERMOPOMPE/CLIMATISEUR**

UN CONFORT INÉGALÉ, DU BOUT DES DOIGTS

- Sans conduite d'air
- Silencieux
- Télécommande unique en son genre
- Efficacité énergétique
- Installation facile
- Confort assuré pour toute la maison

Garantie de 5 ans sur toutes pièces et main-d'œuvre

Mr. SLIM<sup>MC</sup>  
CLIMATISEURS & THERMOPOMPES  
MITSUBISHI ÉLECTRIQUE

CONTACTEZ LE SEUL CENTRE DE THERMOPOMPES À RABAIS À MONTRÉAL

**ECONOTECH 733-1414**

Santé et Beauté

**DIGITO-PUNCTURE**

Apprenez à stimuler vos points énergétiques et à réharmoniser vos chakras.

Améliorez la digestion, la circulation, le sommeil, la relaxation, le tonus, effacez les douleurs, les migraines, le stress, la fatigue, la constipation, les troubles des règles, perdez du poids, arrêtez de fumer...

**Conférences gratuites**

**Lorraine** Centre Culturel 16 OCTOBRE 19 h 30  
**St-Eustache** Salle Paroissiale 18 OCTOBRE 19 h 30

**Cours**

**Montréal** 20 OCTOBRE 13 h  
Cégep Maisonneuve, 3800 Sherbrooke Est  
**Lorraine** 23 OCTOBRE 19 h  
Centre Culturel, Boul. de Gaulle et 640  
**St-Eustache** 25 OCTOBRE 19 h  
Salle Paroissiale, 123, rue St-Louis

Information: 227-1665

Cours et conférences avec Jacques STAEHLE, Spécialiste mondial de la Digito-Puncture, Acupuncteur, Kinésithérapeute, Naturopathe, Auteur de 18 ouvrages sur les médecines douces.

SENÉGAL — CÔTE-D'IVOIRE PORTUGAL

22 jours de 4740\$ à 4835\$ du 16 janvier au 7 mai 1992 par personne, ch. double — minimum 4 clients.

Inclus: Avion, hôtels (4 nuits Portugal, 7 nuits Sénégal, 8 nuits Côte-d'Ivoire), transferts, excursions guidées, taxes d'hôtel. Taxe d'aéroport: Canada 40\$/Sénégal 16\$ non incluse.

**PORTUGAL**

AVION + AUTO de 735\$ à 781\$ du 15 oct. au 18 fév. (sauf 9-28 déc.)

Inclus: 7 jours location de voiture cat. A, km illimités, assurances, exonération de dommages par collision, 1 nuit à l'hôtel Miraparque / Lisbonne, petit déjeuner. Voiture 7 jours additionnels: oct. 97\$, nov.-mars. 59\$ par pers.

**Giraoux**  
Contactez votre agent de voyages.

**TOP AIR PORTUGAL**  
Permis du Québec

**Votre banque peut-elle vous offrir un service aussi relevé?**

Seule la CIBC le peut.

Voici le nouveau service VÉRIFI-CHEQUES<sup>MC</sup> offert en EXCLUSIVITÉ à la CIBC.

VÉRIFI-CHEQUES<sup>\*</sup> vous fournit un relevé exact du recto de vos chèques payés sur une seule feuille (jusqu'à 18 chèques par feuille), jointe à votre relevé mensuel. Vous pouvez donc établir la balance de votre compte plus facilement et plus rapidement, sans vous embarrasser d'une boîte pleine de chèques.

DEMANDEZ LE SERVICE VÉRIFI-CHEQUES AVANT LE 31 OCTOBRE 1991 ET RECEVEZ VOTRE RELEVÉ DU MOIS DE NOVEMBRE 1991 GRATUITEMENT. Pour plus d'information, passez au centre bancaire CIBC le plus proche.

**CIBC VÉRIFI-CHEQUES**  
La vérification simplifiée.

On y met du cœur en plus.

**CIBC**

\*VÉRIFI-CHEQUES est offert, moyennant des frais mensuels, avec le compte Multiplicateur CIBC, les comptes de chèques CIBC et le compte Global CIBC existant. <sup>MC</sup>Marque de commerce de la CIBC

# Un père éploré presse Québec de légiférer sur le transport des écoliers

GEORGES LAMON

Les chauffeurs d'autobus d'écoliers devraient toujours faire traverser la rue aux élèves qu'ils transportent; toutes les sorties d'enfants doivent être considérées comme des activités scolaires avec les mêmes règles de sécurité; les arrêts d'autobus d'écoliers doivent être situés à 20 mètres en avant du premier coin de rue et tous les autobus devraient être de type à «nez plat» pour une meilleure visibilité.

Telles sont les principales recommandations parmi les 11 présentées jeudi dernier au gouvernement du Québec par Shafik Khouzam, dont la fille Catherine, âgée de six ans, est morte écrasée par un autobus d'écoliers, le 16 février 1991, devant le domicile familial, à Mont-Royal. Depuis l'homme se bat pour obtenir du gouvernement qu'il se penche sérieusement sur la sécurité des écoliers et y apporte des correctifs.

En conférence de presse hier à Montréal en compagnie de quatre autres parents de jeunes victimes, M. Khouzam a lancé un ultimatum de deux semaines au gouvernement pour qu'il donne suite aux recommandations de son

étude. Étude qu'il avait soumise la semaine dernière au Comité de sécurité du ministère de l'Éducation du Québec et auquel assistaient une quinzaine de représentants des ministères des Transports, de la Sécurité publique et de l'Éducation, ainsi que de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ).

C'est après l'accident que M. Khazoum, ingénieur de profession, a entrepris de mener, avec sa femme Leila, cette «étude sur le transport d'écoliers». Un travail qui a nécessité 600 heures de leur temps et qui s'appuie sur des statistiques qui proviennent du Québec, d'Ontario, de Californie et de la Suède.

Ainsi il relève qu'au Québec, de 1986 à 1989, la SAAQ avait enregistré 10 morts d'enfants écrasés par des autobus d'écoliers. De 1982 à 1989, ce sont 48 enfants qui sont ainsi morts chez nous. Dans son tableau comparatif à l'appui de son étude, M. Khazoum relève que les écoliers québécois courent 5,65 fois plus de risques qu'aux États-Unis, 8,26 fois qu'en Suède et 23,4 fois plus qu'en Californie, État avant-gardiste dans ce secteur.

«Nous avons voulu savoir pourquoi et à cause de quoi l'accident à notre fille était survenu, a

expliqué M. Khazoum. On a fait ça surtout pour éviter qu'il y ait une prochaine victime. Nous sommes croyants, et seule la foi nous aide.»

Même s'il croit certains ministres sensibles à ce problème, il admet qu'il attend plus des transporteurs d'écoliers que du gouvernement.

Pour M. Khazoum, les autobus d'écoliers n'en sont pas de véritables. «On a pris un camion, on a mis une boîte dessus et on a appelé ça un autobus d'écoliers, affirme-t-il. Ce sont en fait des camions d'écoliers.»

À l'Association du transport écolier du Québec (ATEQ), tout en reconnaissant que l'étude de M. Khazoum comporte «certains éléments intéressants», on fait remarquer que l'auteur n'a pas tenu compte de tous les intervenants dans ce dossier.

De l'avis du directeur général de l'ATEQ, André Gilbert, «la solution de M. Khazoum reste la sienne; le transport écolier est plus complexe que cela». M. Gilbert est d'avis qu'on en est rendu au point où il faut «mettre ensemble la main à la pâte et regarder du côté de l'éducation et de l'équipement uniquement, pas de celui de la responsabilité des chauffeurs.»

«M. Khazoum ne nous a jamais contacté ni rencontré, même si le ministère de l'Éducation du Québec le lui avait suggéré, a fait remarquer M. Gilbert. Il aurait pu en discuter avec nous, qui sommes les premiers concernés. J'hésite beaucoup à comparer les statistiques des autres pays à celles du Québec, comme l'a fait M. Khazoum. Il s'agit en fait d'une étude pour lancer un débat.»

Qui plus est, André Gilbert trouve bizarre que M. Khazoum rejette toutes les solutions autres que l'autobus à nez plat et l'accompagnement des élèves à leur descente d'autobus. Il a également réfuté les prétentions de l'ingénieur, selon lequel il en coûterait environ 675 \$ par année pour avoir un autobus à nez plat. Selon lui, c'est de 10 000 \$ à 15 000 \$ qu'il faut parler, dépendant de l'équipement installé sur l'autobus à nez plat.

En ce qui concerne les allégations d'inexpérience ou de manque de formation des chauffeurs, il les repousse d'emblée. «Des cours de formation sont donnés aux chauffeurs, notamment par des commissions scolaires, a déclaré André Gilbert. Le cours Maître à bord sur la sécurité a été suivi par 90 p. cent des chauffeurs.»



Shafik Khouzam a des solutions qui auraient pu éviter que sa fille de 6 ans, Catherine (en mortaise) ne meurt sous les roues d'un autobus d'écoliers. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

## SOLDE de TAPIS

ÉCONOMISEZ JUSQU'À **70% DIRECT**

Douglas & Desjardins s'associe avec Tapis Coronet, l'un des plus importants fabricants de tapis au monde, pour vous offrir ce solde exceptionnel.

## DU MANUFACTURIER

**TAPIS INDUSTRIEL INTACHABLE**  
**559\$**  
la v<sup>2</sup>

Ord. 9,99\$ la v<sup>2</sup>

**TAPIS BERBÈRE NATUREL INTACHABLE**  
**889\$**  
la v<sup>2</sup>

Ord. 15,99\$ la v<sup>2</sup>

**RABAIS JUSQU'À 70%**

sur toutes les balances de rouleaux de tapis

**PRÉLARTS COUSSINÉS DOMCO DE 1re QUALITÉ**  
**799\$**  
la v<sup>2</sup>



**3 MOIS GRATUITS**

Douglas & Desjardins entreposera sans frais supplémentaires votre tapis pour une période allant jusqu'à 3 mois. Installation à 48 heures d'avis.

**INSTALLATION GARANTIE**

**TAPIS SAXONY de DUPONT ANTITACHE**  
**999\$**  
la v<sup>2</sup>

Ord. 17,99\$ la v<sup>2</sup>

**TAPIS SUPER-SAXONY TOISON TRÈS DENSE**  
**1399\$**  
la v<sup>2</sup>

Ord. 27,99\$ la v<sup>2</sup>

**TAPIS ULTRA-SAXONY LUXUEUX ET DENSE**  
**1749\$**  
la v<sup>2</sup>

Ord. 35\$ la v<sup>2</sup>

**STORE DRACO PRIX COURANT -40%**  
sur article étiqueté

**MONTREAL**  
3856,  
Côte-Vertu  
Saint-Laurent

**LAVAL**  
420, boul.  
des Laurentides  
Pont-Viau

**BROSSARD**  
1875,  
av. Panama  
Brossard

**HEURES D'OUVERTURE**  
Jeudi: de 9 h à 21 h  
Vendredi: de 9 h à 21 h  
Samedi: de 9 h à 17 h  
Lundi: de 9 h à 18 h  
Mar. et merc.: de 9 h à 18 h

## Deux centres d'accueil qui veulent fusionner ne le peuvent pas!

GILLES ST-JEAN

Les centres d'accueil Le Vaisseau d'or de Beauharnois et Laurent-Bergevin de l'île Perrot, qui relèvent de deux municipalités régionales différentes mais qui partagent des services depuis huit ans, souhaitent fusionner sous une administration unifiée. Le problème, c'est que la nouvelle Loi 120 veut que de tels mariages ne se fassent qu'à l'intérieur d'une même MRC.

Au cours d'une conférence de presse commune, hier, les administrations, les employés et les patients des deux centres ont manifesté publiquement leur désir de faire «un mariage d'amour».

«Ce n'est pas que le gouvernement ait manifesté de l'opposition; c'est surtout une sortie stratégique pour mon-

trer ce que ces centres désirent vraiment», a indiqué M. Claude Dallaire, porte-parole des centres d'accueil de la Montérégie, au cours d'un entretien téléphonique.

Dans un communiqué, les deux centres d'accueil ont rappelé qu'un comité de fusion avait été mis sur pied récemment. Ils soutiennent avoir l'appui des autres centres d'accueil et de plusieurs municipalités de la région.

L'article 119 de la Loi 120 veut qu'un conseil d'administration soit formé pour gérer l'ensemble des établissements qui ont leur siège social sur le territoire d'une MRC. L'article 128 de la même loi stipule cependant que le ministre peut permettre une dérogation à ce principe dans certaines circonstances, par exemple les caractéristiques particulières ou socio-culturelles des établissements visés.

## Enquête sur la mort d'une employée du laboratoire de l'hôpital de Dolbeau

Une enquête est en cours au centre hospitalier de Dolbeau, au Saguenay, afin de déterminer si une employée du laboratoire a contracté la méningite à son travail avant d'en mourir, la semaine dernière.

La victime, Renée Veilleux, 35 ans, de Dolbeau, est décédée il y a sept jours après avoir souffert pendant de longues heures de la terrifiante maladie.

Deux jours auparavant, elle avait quitté son travail avec un mal de jambes. Le lendemain matin, la mère de trois enfants ne s'est pas présentée au laboratoire mais plutôt à la salle des urgences du centre hospitalier avec un mal de tête carabiné. Les médecins ont rapidement diagnostiqué la méningite. Son agonie a duré plus d'une journée.

Lucie Drolet, 35 ans, travaillait avec Mme Veilleux depuis 13 ans. Encore bouleversée de la perte de sa collègue, hier, elle a avoué être inquiète, même si elle a subi un traitement préventif comme une vingtaine d'autres techniciens du laboratoire de l'hôpital de Dolbeau.

«La semaine précédente, Renée avait manipulé des échantillons d'un patient qui a la méningite, a-t-elle relaté. Cet événement nous fait prendre conscience des dangers de notre profession.»

Hier, un enquêteur de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a fait son apparition dans l'hôpital, à la demande de l'Association professionnelle des technologistes médicaux du Québec.

«Nous n'avons pas de chance à prendre. Pour ne pas qu'une telle tragédie se reproduise dans un autre laboratoire de la province, nous devons trouver ce que nous aurions pu faire pour l'éviter», a expliqué la présidente du syndicat, Francine Genest.

Le directeur général de l'établissement, Olivier Côté, avait pour sa part soutenu que la mort que Mme Veilleux n'était pas attribuable à un «accident de travail», la semaine dernière, avant de connaître les résultats de l'enquête.

Francine Genest estime que l'hôpital a agi de façon irresponsable.

## ALCOOL - DROGUE



un problème dans ta vie?  
le Père Paul Aquin s.j.

veut t'aider

**(514) 229-3426**

DEPUIS 1978

**PAVILLON GRAND ÎLAN**

C.P. 119, Mt-Rolland, Qué., J0R 1G0

**Semaine de la vie animale**  
Du 21 au 26 octobre 1991

PUBLIREPORTAGE

Un cahier spécial à ne pas manquer, samedi dans

**La Presse**

# Cet automne, Air Canada donne plus de 12 millions \$ en prix et plus de 30 millions de milles-bonis Aéroplan<sup>MC</sup>.

«Il y a un Fauteuil gagnant sur chaque vol.»

Voyagez avec Air Canada entre  
le 14 octobre et le 8 décembre 1991.

C'est tout ce que vous avez à faire pour avoir  
une chance d'être assis dans  
le Fauteuil gagnant. Il y a un gagnant  
à bord de chacun de nos vols qui  
décolle au Canada.

Plus de 18 000 gagnants!\*

Air Canada effectuera, au Canada, plus de  
18 000 vols durant les 8 semaines de cette  
promotion. Il y aura donc autant  
de passagers gagnants.

Des billets d'avion, des certificats  
de voyage, des forfaits-vacances  
et jusqu'à 1 million de milles  
Aéroplan<sup>MC</sup>.

700 grands gagnants mériteront:

- 200 croisières Carnival d'Air Canada  
pour deux personnes
- 250 forfaits Vacances Air Canada<sup>MD</sup> pour  
deux personnes aux Sandals Resorts
- 250 forfaits Vacances Air Canada<sup>MD</sup> pour  
deux personnes au Crystal Palace Resort.

5 000 gagnants mériteront:

- une paire de billets d'avion, en  
service Hospitalité<sup>MD</sup>, pour tout vol  
de l'horaire régulier d'Air Canada.

13 180 gagnants mériteront:

- un certificat de voyage  
d'une valeur de 100 \$.

De plus, 30 millions de milles Aéroplan<sup>MC</sup>  
sont offerts en prix, incluant un grand  
prix de 1 million de milles Aéroplan<sup>MC</sup>.

\* Sous réserve du règlement.

† Applicable aux places/vols d'Air Canada offerts  
par ces compagnies aériennes.

Vous pouvez vous procurer le règlement complet de ce  
concours aux comptoirs de billetterie des aéroports  
desservis par Air Canada.



Il y a aussi 30 millions de  
milles-bonis Aéroplan<sup>MC</sup> avec  
les transporteurs  
Liaison Air Canada<sup>MD</sup>.

Tout au long du concours  
Fauteuil gagnant, les membres  
Aéroplan<sup>MC</sup> peuvent gagner des  
milles-bonis sur tout vol effectué par un  
transporteur Liaison Air Canada<sup>MD</sup>.  
Ils courent ainsi la chance d'obtenir un  
des 18 000 lots Aéroplan<sup>MC</sup> comportant  
entre 1 000 et un million de milles-bonis  
Aéroplan<sup>MC</sup> et représentant au total  
plus de 30 millions de milles.  
Prenez place à bord d'Air Alliance,  
AirBC, Air Nova, Air Ontario, NWT Air ou  
même de Czechoslovak Airlines<sup>†</sup>,  
LOT Polish<sup>†</sup>, Royal Jordanian<sup>†</sup>, SABENA<sup>†</sup>  
et VIASA<sup>†</sup>. Vous mettez ainsi toutes les  
chances de votre côté.

**Carnival**

**Sandals<sup>MD</sup>**

**CRYSTAL PALACE**

**Vacances  
Air Canada<sup>MD</sup>**

De toutes façons,  
vous partez toujours gagnant avec Air Canada.

Aéroplan<sup>MC</sup>

  
**Air Canada**

# Caplan-Duval

présente

## RETOUR VERS LE FUTUR

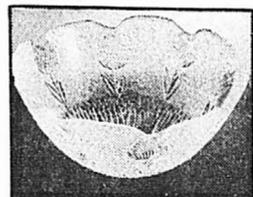
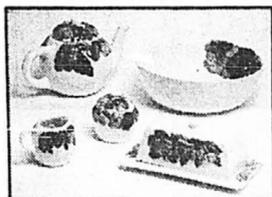
Voici quelques offres spéciales d'inauguration

Fêtons le retour de Caplan-Duval au tout-nouveau-magasin-du-futur de la toute nouvelle Plaza Côte-des-Neiges. Fêtons le retour de la qualité, de la valeur, du service personnalisé et des bas prix qui sont la marque distinctive de Caplan-Duval depuis près de 30 ans. Le nouveau magasin est judicieusement situé près des portes principales du stationnement intérieur de la Plaza. Il débord de vaisselle, verrerie, articles de cuisine, couellerie, cristal, argenterie, bagages, linge de maison et autres articles. Caplan-Duval, qui est toujours au Mail Cavendish, effectue maintenant un retour vers le futur à la Plaza Côte-des-Neiges.

... et il y en a de nombreuses autres en magasin!

### Porcelaine à fruits

théière 15,95\$  
sucrier et pot à crème 6,99\$  
beurrer à couvercle 9,99\$  
bol à salade 14,99\$



### Cuisinart haut de gamme

Sandwich Maker  
seulement 49<sup>99</sup>



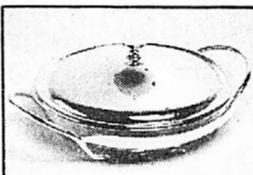
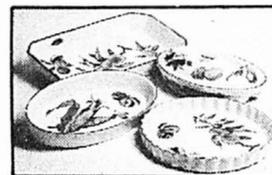
### Noritake East Fair

service 20 pièces Caplan-Duval valeur 236\$ 118\$  
économisez jusqu'à 50%  
Arctic White service 20 pièces 59<sup>99</sup>  
service 430\$ 149<sup>99</sup>  
économisez jusqu'à 65%



### Royal Worcester

Evesham and Vale  
Sélection complète à prix spécial



### Cristal Orrefors

Verres à champagne, sherry et liqueur  
seulement 999\$ pièce



### Cristal J.G. Durand

LIQUIDATION SPECIALE  
modele spirale valeur 15,95\$  
prix Caplan-Duval maintenant 6,99\$  
Plus, économisez jusqu'à 50% sur articles-cadeaux cristal Durand



### IVV De la collection Tulip

Grand bol 11" Valeur 32\$  
Maintenant 10<sup>99</sup>

### Vaisselle International

Modèle Villa Latini Service 20 pièces seulement 49<sup>99</sup>  
Service 5 pièces 39<sup>99</sup>  
Plus 20 autres modèles International au choix.

### Acier inoxydable Continental

Bouilloire acier capacité 3 litres dorage 24 carats style contemporain  
valeur 49\$ maintenant 29<sup>99</sup>\$

### Plaqué argent

Cocotte  
Prix spécial 24<sup>99</sup>\$

### Royal Doulton

Économisez 45% et plus  
Économisez également sur Royal Crown Derby et Minton

### Waldonia

Joli bol à salade  
seulement 14<sup>99</sup>\$

## Longueuil: un conseiller municipal se défend d'être en conflit d'intérêts

GILLES ST-JEAN

Un conseiller de l'opposition à Longueuil, qui pourrait s'être placé en conflit d'intérêts en se prévalant d'un programme municipal d'acquisition d'ordinateurs personnels destinés aux employés, proteste de sa bonne foi. Cependant, le parti au pouvoir tentera probablement d'en profiter lors de l'assemblée du conseil de ce soir.

M. Pierre Nantel, un des trois conseillers du Parti civique et leader de l'opposition à l'hôtel de ville, a fait l'acquisition d'un ordinateur et d'une imprimante d'une valeur de 4118\$, au début de juillet, par le truchement du programme municipal d'achat par financement destiné aux fonctionnaires.

Or, selon une opinion juridique demandée au contentieux de la Ville par le maire Roger Ferland, au début d'octobre, l'article 304 de la Loi sur les élections et les référendums stipule: «Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil toute personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat, a un intérêt

direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité». L'inhabilité est d'une durée de cinq ans.

L'avocat dont l'opinion a été sollicitée, Me Claude Séguin, croit que le programme d'acquisition d'ordinateurs par les employés constitue en quelque sorte un prêt d'argent sans intérêt par la Ville «et on peut considérer que le membre du conseil qui y participerait aurait un lien contractuel avec la Ville lui procurant indéniablement un avantage qui pourrait ainsi placer son intérêt propre en opposition avec l'intérêt public».

À la suite de cette opinion, le maire a écrit aux conseillers, le 7 octobre, pour les mettre en garde contre toute participation au programme. Il a également écrit à M. Nantel, ce jour-là, l'invitant «à prendre connaissance» de l'opinion juridique et de la lettre aux autres conseillers.

Joint hier au téléphone, M. Nantel a protesté de sa bonne foi, soulignant qu'il avait fait toutes ses démarches au grand jour et qu'il avait fait approuver la transaction par les fonctionnaires responsables, dont le directeur général adjoint de la Ville, M. Pierre Pouliot.

«En ce qui a trait à l'article 304, il mentionne clairement le mot sciemment; mon intention n'était évidemment pas de me placer en conflit d'intérêts», a souligné le conseiller.

M. Nantel, qui voit dans cette affaire une tentative du parti au pouvoir pour le discréditer, a souligné que le maire lui-même avait signé le chèque destiné à payer son ordinateur.

«Curieusement, c'est le journaliste de l'hebdomadaire Le Courrier du Sud qui m'a mis au courant de cette histoire mercredi soir dernier; le journaliste avait même une copie du chèque de la Ville. Je n'ai reçu la lettre du maire que le lendemain matin. Ça sent le coulage...», estime M. Nantel.

Rappelons qu'au début de l'été, le Parti civique a poussé de hauts cris contre la conseillère du PM, Mme Nicole Béliveau-Zeitter, qui a quitté son poste de maire suppléant en reconnaissant avoir touché 147 \$ pour des frais de déplacement qu'elle n'avait pas réellement encourus. Le PC a demandé la démission pure et simple de Mme Béliveau-Zeitter du conseil, ce que la conseillère a refusé de faire.

## Le mois de la DECO rénovation

Prix en vigueur jusqu'au 2 novembre 1991. Venez tôt pour un meilleur choix!

**RABAIS SUPPLÉMENTAIRE DE \$5**

aux bas prix courants sur tous nos rouleaux doubles de papier peint "Decorlux" en magasin.

355701X **Decorlux**

**CLENCHE D'ENTRÉE**  
modèle "Héritage"  
N° A9471-HH 3 VP  
fini lalton luisant  
1 barillet

694678

reg 129.99 **99<sup>99</sup>**

**CÉRAMIQUE À PLANCHER 12" x 12"**  
"Portobello Première"  
choix de couleurs

344996X **MADE!**

**plus bas QUE LES CLUBS 11<sup>11</sup> pi.ca.**

**PORTE PRÉMONTÉE "CLERMONT"**  
24", 26", 28", 30", 32", 34" ou 36"  
cadre de 3 9/16" ou 4 9/16"  
réversible  
motifs à relief  
lambage et arrêt de porte en pin pré-coupez  
avec couche de fond  
prête à recevoir la poignée  
quincailerie incluse

232001X **PREMDOR**

reg 103.99 **\$69**

**PEINTURE**  
blanche  
latex mat pour plafond (01-008)

785620 **CROWN DIAMOND**

**21<sup>48</sup>** 4L

**ENSEMBLE DE COIFFEUSE ET LAVABO**  
20" x 16"  
blanche

734801 **Spartan**

reg 63.49 **49<sup>99</sup>**

**PORTE EN ACIER ISOLÉE**  
modèle 707 avec vitraux  
ouverture de 36 1/2" x 83"  
facteur isolant de R-16,3  
fini émail blanc satiné des 2 côtés  
recouvrement extérieur en aluminium  
cliche "Weiser" modèle Héritage incluse (surplus pour autres grandeurs et couleurs)

\* Le prix comprend une installation normale dans une ouverture déjà existante n'exigeant aucune modification à la structure de l'habitation.

INSTALLÉE **\$799\***  
TIPS et TVO comprises

**LE PRÊT RÉNOVATION**

Obtenez 4% DE RÉDUCTION ENVIRON

Pendant le mois de la décoréno- vation BRICO, en collaboration avec la Banque Laurentienne, vous offre la possibilité d'augmenter la valeur de votre propriété en rédui- sant vos frais de crédit avec le "prêt-rénovation".

À TAUX PRÉFÉRÉNTIEL DE LA BANQUE LAURENTIENNE

EXEMPLE: un prêt de \$2 000 à un taux de 7,9% combiné à 7,2% par mois.

Informez-vous des conditions auprès du directeur de votre propriété en rédui- sant vos frais de crédit avec le "prêt-rénovation".



Y'a rien de trop beau pour mon bungalow!

# BRICO

CENTRE

En collaboration avec:



LE SUPERMARCHÉ DE LA DÉCORÉNOVATION

Qualité. Prix. Valeur.  
3 sur 3, c'est pas mal.



# Caplan-Duval

COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: 483-4040 SANS FRAIS: 1-800-361-9420

5800, boul. Cavendish  
Mail Cavendish

6700, chemin Côte-des-Neiges  
Plaza Côte-des-Neiges

**Montréal-Nord**  
11401, boul. Pie IX  
(près de Henri-Bourassa)

**Anjou**  
7200, boul. des Roseaux  
(près des Galeries d'Anjou)

**Laval**  
1655, boul. Le Corbusier  
(en face du Centre Laval)

**Brossard**  
7400, boul. Taschereau  
(Place Portobello)

**Kirkland**  
3150, boul. St-Charles  
(en face du Woolco)

**Longueuil**  
2665, chemin Chambly  
(angle de Jacques-Cartier)

**Montréal**  
7240, rue Waverly  
(angle de Jean-Talon)

**LaSalle**  
2199, rue Lapierre  
(angle de Newman)

# Au téléphone, Benoit Proulx a dit au père de France Alain qu'elle n'avait eu aucune chance de s'en tirer

Presse canadienne  
QUÉBEC

«Moi, je ne pourrais pas vivre avec ça longtemps. Je n'arriverais pas à me libérer, ni à vous parler...»

une agressivité certaine à l'égard de l'individu. «Je n'aurais aucune pitié et je serais d'une cruauté exemplaire avec lui, mentionne-t-il à un certain moment. J'aurais le goût d'être violent avec cette personne mais ça me ramène au même niveau que lui.»

Dans un certain sens, Proulx confirme la version d'après laquelle l'assassin avait camoufler l'arme dans un sac à ordures. «C'était important de la cacher, dit-il à M. Alain, pour éviter d'être vu avec et que la personne approchée ait peur.»

L'accusé se dit d'autre part convaincu que France Alain a parlé à son assassin puisqu'elle s'est tournée un peu, la preuve en étant sa blessure au côté droit. Plus tard, toutefois, il répète qu'elle a fait confiance à l'individu car elle lui a tourné le dos.

«Elle n'avait aucune chance de s'en tirer, note Proulx. Mais elle seule pourrait nous dire qui c'est.»

Après quelques commentaires de M. Alain sur le sujet, l'accusé lui demande: «Irais-tu jusqu'à lui pardonner?» Le père éploré hésite longuement avant de répondre affirmativement, mais avec beaucoup de nuances. L'auteur du meurtre, ajoute Proulx, sera «marqué au fer rouge jusqu'à la fin de ses jours» et il aura à «supporter le poids» de son geste.

Une bonne partie de la conversation entre les deux hommes porte sur l'enquête policière. L'accusé y exprime des doutes sur les capacités de la police municipale de Sainte-Foy de la mener à terme. Toutefois, l'enquêteur John Tardif est couvert d'éloges par Proulx.

«John fait son possible mais il est le seul compétent, mentionne l'accusé. Je pense qu'il est sincère, qu'il ne ménage rien et qu'il fait beaucoup d'efforts. Mais il part de rien, presque d'un crime parfait...»

L'accusé n'en croit pas moins qu'on lui cache des choses. Il mentionne d'ailleurs avoir été

biessé par la demande des policiers de se soumettre au test du polygraphe ainsi qu'à l'hypnose. Plus tard, il ajoute avoir fourni des informations aux policiers pour les aider à «traquer un bon

homme». Au départ, raconte-t-il, il était plus ou moins d'accord, craignant que son geste se retourne contre lui.

Par ailleurs, quatre témoins ont contribué à établir, hier, que le

préposé à l'entretien de la station CHRC utilisait, en 1982, des sacs à ordures du même type que celui retrouvé près du cimetière Belmont et à travers duquel un coup de feu aurait été tiré.

CONSULTATIONS BILINGUES  
sous la direction de Dr en  
**PSYCHOSOCIOLOGIE**  
Psychothérapie - Logothérapie  
Tous les problèmes affectifs, individuels et relationnels: dépression, sexualité, toxicomanie, etc.  
Sur rendez-vous  
CONFIDENTIEL  
(514) 845-8663

Durant plus de trois heures, le journaliste Benoit Proulx émet des hypothèses sur la façon dont France Alain a été tuée ainsi que sur la personnalité de son assassin.

Le jury de sept femmes et cinq hommes a entendu hier le reste de l'enregistrement de la conversation entre l'accusé et le père de France Alain, l'étudiante assassinée en octobre 1982 à Sainte-Foy, en banlieue de Québec.

«C'est peut-être quelqu'un qui, par erreur, a décodé un geste de France comme malicieux et blessant, avance Benoit Proulx. Il allait là pour la forcer à faire quelque chose et, comme ça ne marchait pas, il a décidé qu'elle n'appartiendrait à personne d'autre. Il s'est ensuite fait à l'idée que ce n'était pas sa faute et que c'était un accident. C'est pour ça qu'il ne le dit à personne... Ça prend un dur-à-cuire avec une carapace... C'est quelqu'un qui l'aimait pas plus que ça.»

Ecartant l'hypothèse d'une erreur sur la personne, l'accusé se dit convaincu que France Alain connaissait son assassin et que celui-ci habitait dans le secteur: «Il l'attendait à l'extérieur et, un bon soir, elle s'est montrée... Elle a reconnu sa voix et s'est laissée attirer dans un coin noir.»

C'était peut-être quelqu'un qui aurait voulu reprendre une relation avec la jeune fille en oubliant le passé, suppose encore l'accusé. Voyant que c'était impossible, il aurait laissé partir le coup de feu.

C'est un geste «débile», «démoniaque», répétera-t-il à quelques reprises. Quant à l'auteur du meurtre, c'est un «lâche», un «frustré», un «égoïste».

D'ailleurs, l'accusé exprime

## Elle poursuit Provigo à la suite d'une fouille

GILLES ST-JEAN

■ Une Longueuilloise a déposé devant la Cour supérieure une poursuite de 14 050 \$ contre Provigo Distribution et une employée du marché Maxi du chemin de Chambly, à la suite d'une fouille faite en public parce qu'on la soupçonnait de vol. Elle estime que ce manque d'égards était dû en partie à la couleur de sa peau.

Mme Rose Pelina Mathieu allègue dans sa requête que vers 16 h 30, le 14 avril dernier, Mme Isabelle Pouliot, une caissière, «s'est précipitée brusquement sur elle», lui ordonnant d'enlever son manteau et ce, devant plusieurs clients.

La plaignante s'apprêtait alors à vider son panier après avoir fait des courses avec sa soeur et ses neveux.

Mme Mathieu raconte que Mme Pouliot a lancé son man-

teau sur le comptoir après une fouille infructueuse, en lui disant qu'elle pouvait partir. La caissière lui aurait du même souffle avoué qu'elle avait procédé à la fouille sur l'avis d'une tierce personne.

Après que Mme Mathieu ait demandé la police, on l'aurait invitée à passer au bureau de remboursement, où un employé lui a présenté des excuses au nom du magasin et de la caissière, «et ce avec beaucoup plus de discrétion que la fouille».

Mme Mathieu soutient que la fouille était «abusive et vexatoire, sans motif raisonnablement fondé» et qu'elle aurait dû avoir lieu dans un endroit isolé, hors de la vue de la clientèle. Elle affirme de plus que les employés du Maxi ont agi avec discrimination compte tenu de sa couleur.

La demanderesse réclame donc 50 \$ pour perte de salaire, 10000 \$ en dommages moraux et 4000 \$ en dommages exemplaires.

**DÉPART DE MONTRÉAL**

ALBANY	49\$
ATLANTIC CITY	95\$
BALTIMORE	99\$
BURLINGTON, VT	19\$
MIAMI	179\$
NOUVELLE-ORLÉANS	179\$
PHILADELPHIE	79\$
PLATTSBURGH	24\$
TAMPA	179\$
WASHINGTON, D.C.	99\$
WATERBURY-STOWE	19\$
WHITE RIVER JCT.	29\$

TARIFS ALLER-RETOUR EN DOLLARS US

**AMTRAK VA BIEN PLUS LOIN. POUR BIEN MOINS.**

Vous voyez défiler l'Amérique. Vous vous étirez, bien à l'aise dans votre fauteuil moelleux et spacieux. Vous mangez bien. Le personnel est amical et attentionné. Certains de nos trains ont

*New York en solde!*  
**68\$**  
*Aller-retour*

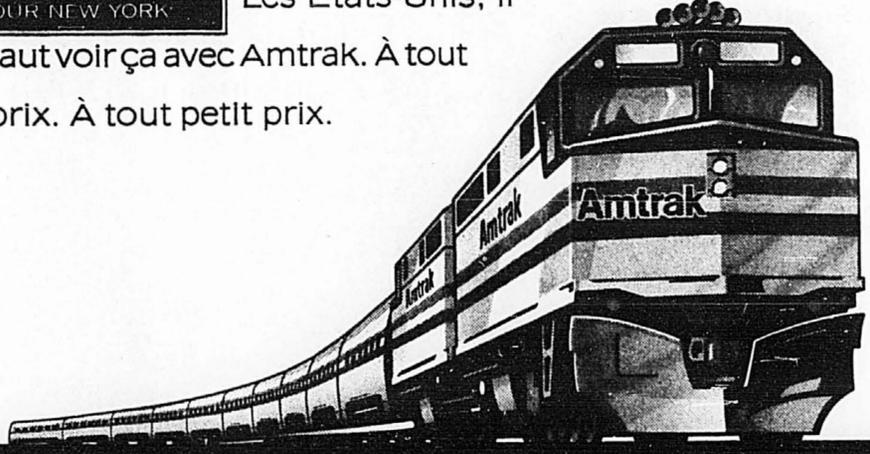
même des couchettes.

Appelez vite votre agent de voyages ou Amtrak au 1-800-4AM-TRAK.

2 TRAINS PAR JOUR POUR NEW YORK

Les Etats-Unis, il

faut voir ça avec Amtrak. À tout prix. À tout petit prix.



ALL ABOARD AMTRAK

Nombre de places limité. Les horaires et les tarifs peuvent changer sans préavis. Demi-tarif pour les 2 à 15 ans. Renseignez-vous sur les conditions.

**LOUER LA FLORIDE**

- EN FAMILLE
- EN GROUPE
- AVEC DES AMIS
- QUELQUES GOLFEURS

**35\$ PAR JOUR PAR PERSONNE**  
GROUPE DE 4 ET PLUS

VILLAS - CONDOMINIUM  
1 443 PIEDS CARRÉS  
2 CHAMBRES À COUCHER  
2 SALLES DE BAIN  
POMPANO BEACH  
À PROXIMITÉ DE LA MER  
SITUÉ SUR UN TERRAIN DE GOLF

**WOW!**

FLORIDA FIRST 274-5165  
1 800 465-8332

**MOORES**

AUBAINES - MODE POUR L'AUTOMNE

MEILLEURE AUBAINE DE COMPLET AU CANADA POUR L'AUTOMNE 91

ÉLEMENT

**129<sup>99</sup>**

PRIX & QUANTITÉ IMBATTABLES

COMPAREZ A 2135

**REGARDEZ À L'INTÉRIEUR**

POUR NOTRE CIRCULAIRE DE 8 PAGES DÉBORDANTES D'AUBAINES!

NE MANQUEZ PAS LES AUBAINES-MODE DE MOORES POUR L'AUTOMNE!

# Personne ne le fait mieux que nous!

## Il y a dix ans vous nous avez demandé: Auriez-vous de la place pour dix millions de personnes?

### Nous vous avons répondu: par ici s'il vous plaît.

## Merci, Montréal, pour ce splendide 10<sup>e</sup> anniversaire

Le Bifthèque est fier de fêter ses 10 ans, l'âge parfait et le bonheur de célébrer avec de tendres langoustines grillées à la perfection et servies,

comme il se doit, avec des garnitures de choix. Joyeux anniversaire, Montréalais! Personne ne peut le fêter mieux que nous.

### Langoustines

avec toutes les garnitures

# 995\$

seulement



## La Boucherie

Nos spéciaux en vigueur du 16 au 22 octobre

Heures d'ouverture:  
Dimanche au jeudi  
de 11 h 30 à 23 h.  
Vendredi et samedi de  
11 h 30 à minuit. Cartes de  
crédit principales acceptées.  
Réservations disponibles pour  
groupes de 6 personnes ou plus.  
Salles de réception pour groupes  
de 25 à 350 personnes.

### Boston

(surlonge désossée)

Tendre et savoureux morceau de boeuf de 12 à 14 lb, âgé de 21 jours. Délicieux en rôtis ou biftecks.

**319\$** lb **703\$** kg

### Bifteck

de contre-filet (désossé)

Savoureux morceau de boeuf de 12 à 14 lb, âgé à la perfection, tranché comme vous le désirez.

**599\$** lb **1320\$** kg

### Steak

aux piments verts

Succulent steak aux piments verts cuisiné à la perfection

(contenant de 2 lb)

**599\$** chacun

Encore une fois, tout montant de la TPS perçu sur votre addition vous sera remis en «DOLLARS» RABAIS applicables sur vos prochains achats à la Boucherie Le Bifthèque

# LE BIFTHEQUE

100, boul. Mortagne, Boucherville

449-3388

86, rue de la Gare, St-Sauveur

227-2442

6705, ch. Côte-de-Liesse, St-Laurent

739-6336